



DOCUMENTS

AUTOUR DU 6 FÉVRIER 1934

- [PCMLM: Document 52 - les 80 ans du 6 février 1934, 2014](#)
- [PC-SFIC: Pour l'unité d'action antifasciste, 1934](#)
- [Le PC-SFIC et le front antifasciste en 1934](#)
- [PC-SFIC: Contre le gouvernement Tardieu, contre le fascisme, 1934](#)
- [PC-SFIC: Anniversaire des journées de février 1934, 1935](#)
- [PC-SFIC: Résolution pour l'unité de la classe ouvrière et le développement du Front populaire, 1935](#)
- [PC-SFIC: Les armements des ligues fascistes, 1935](#)
- [7e congrès de l'Internationale Communiste : la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme, 1935](#)

PCMLM - Document 52 - les 80 ans du 6 février 1934

Le PCMLM salue la mémoire des masses antifascistes qui se sont levées à la suite du 6 février 1934 ! Il y a 80 ans, l'extrême-droite tentait le coup de force à la suite d'une manifestation devant l'Assemblée nationale, à Paris.

Cette manifestation visait à soutenir Jean Chiappe, qui venait d'être mis de côté sous la pression des masses populaires : Chiappe était le préfet de police de Paris et menait depuis 1927 une brutale répression contre les rassemblements communistes.

Cette manifestation rentrait dans le contexte de la crise générale du capitalisme, où la bourgeoisie traditionnelle au pouvoir s'effondrait, laissant libre cours à une corruption massive, comme en témoignait alors l'affaire Stavisky (une affaire de fraude fiscale gigantesque ayant abouti au suicide douteux de Serge Staviski et dans lequel un très grand nombre d'hommes politiques étaient mouillés). L'antiparlementarisme fasciste profitait de cette décadence du personnel politique traditionnel, notamment social-démocrate. Cette manifestation était portée par une extrême-droite encadrée et armée, profitant même d'automitrailleuses et d'avions ; une partie significative de l'armée et de la police était largement acquise à ses idées. Nombreuses furent les organisations manifestant le 6 février 1934 : les Croix de feu, l'Action française et ses « camelots du roi », Jeunesses patriotes, Solidarité française, etc.

Cette manifestation a culminé dans une tentative de coup de force, de prise d'assaut de l'Assemblée nationale, qui a échoué mais a été marqué par plus de 1500 personnes blessées, les fascistes étant partis à l'assaut, parfois même directement armés.

Mais ce n'est pas la police qui a empêché le fascisme de prendre le pouvoir – c'est au contraire le Parti Communiste qui a triomphé

dans cette bataille. C'est un fait que la bourgeoisie, aidée en cela des révisionnistes ayant trahi le communisme, fait tout pour cacher.

Dès le 6 février, les communistes avaient organisé des contre-manifestations particulièrement par le biais de l'Association républicaine des anciens combattants dont les militants se sont opposés à plusieurs reprises aux fascistes – notamment sur le pont Solférino menant à l'Assemblée nationale. Le lendemain tous les faubourgs de Paris étant en alerte.

Alors que le Parti Socialiste renonçait à manifester le 8 février en raison de l'interdiction, le Parti Communiste organisait une grande manifestation illégale le 9 février. Pendant cinq heures, les communistes se sont affrontés à la police, dans une dynamique antifasciste qui fit que les travailleurs socialistes les rejoignirent. Dix révolutionnaires ont laissé la vie dans cet affrontement.

Le 12 février, à l'appel des communistes, tant le syndicat CGTU (alors proche du Parti Communiste) que la CGT (alors proche des socialistes) menèrent la grève générale, 4,5 millions de personnes cessant le travail. La manifestation dans tout le pays rassembla un million de personnes ; 200 000 personnes se rassemblèrent également à Paris pour honorer, le 17 février, les révolutionnaires tombés le 9 février.

Voilà ce qui a empêché le fascisme : une mobilisation populaire à la base, guidée par une idéologie radicale prête à se confronter avec le système capitaliste, une idéologie authentiquement révolutionnaire : le matérialisme dialectique !

Le Parti Communiste, en tant que Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC), a pris le commandement de la bataille antifasciste, il s'est lancé héroïquement dans la bataille, pesant de tout son

poids idéologique, politique et culturel. Les masses ont compris alors la direction exigée par le PC-SFIC, et ce dernier les a conduit à la victoire. Le PCMLM affirme : tel est le chemin nécessaire, tel est le chemin inévitable face au coup de force qui se profile à l'horizon en France, 80 ans après.

Seule une initiative forte d'action antifasciste, fondée sur des comités populaires solidement implantés localement et généralisés dans tout le pays, peut exercer la pression suffisante pour faire temporairement reculer le fascisme.

Seule une action antifasciste authentiquement progressiste, unifiant les progressistes, peut former un noyau dur sur un territoire donné, pour organiser la confrontation avec le fascisme et ses tentatives de prendre le contrôle de la société.

Il y a 80 ans, la juste initiative du PC-SFIC ouvrait la voie à un grand progrès des masses, à leur unification sur une base progressiste, bien que par la suite la direction opportuniste du PC-SFIC, Maurice Thorez en tête, ait saboté les principes du Front populaire pour se mettre à la remorque de la social-démocratie puis du régime bourgeois « démocratique » lui-même. Le PCMLM affirme en ce sens que le Front populaire a été

une initiative tout à fait juste, que seule son application a été, dans un second temps, opportuniste.

Face au trotskysme et à l'anarchisme qui historiquement rejettent l'antifascisme comme front, face aux anarchistes opportunistes qui prétendent assumer l'antifascisme uniquement pour le mettre à la remorque de la social-démocratie, le PCMLM affirme le caractère inévitable de la bataille antifasciste et de l'unification des progressistes sur ce terrain, seule voie pour une confrontation authentique avec le fascisme.

Honneur aux antifascistes tombés lors de la bataille de février 1934 !

**Que vive l'exemple du Parti Communiste –
Section Française de l'Internationale
Communiste comme avant-garde de la
révolution socialiste assumant la bataille
antifasciste !**

**Face aux nouveaux 6 février 1934 qui se
profilent, face aux coups de force et aux
coups d'État, vive la juste résistance des
masses populaires !**

Parti Communiste

Marxiste Léniniste Maoïste [France]

- Février 2014

PC-SFIC: Pour l'unité d'action antifasciste - 1934

Résolution du Comité central sur les tâches des communistes adoptée le 15 mars 1934

1.

Les événements de ces dernières semaines vérifient dans les faits la justesse des résolutions adoptées par la XIIIe assemblée plénière du Comité exécutif de l'I.C. et par le Comité central dans sa session de janvier.

Les événements de cette dernière période soulignent l'accentuation de l'essor révolutionnaire dans les pays capitalistes (Autriche- Espagne, etc.).

En face du monde capitaliste en pleine crise, l'Union soviétique obtient de nouvelles victoires dans l'édification du socialisme. « Le mouvement des masses ouvrières et paysannes et des soldats est en développement et passe à un niveau plus élevé », comme l'ont montré les combats de classe de février en France.

L'activité du Parti communiste a largement contribué à déclencher l'action des masses travailleuses qui, jeunes en tête, ont riposté magnifiquement aux attaques du fascisme, notamment dans la grande manifestation du 9 février; elles ont réalisé leur front unique d'action auquel s'est toujours opposé le Parti socialiste.

Cela constitue une victoire de la politique menée inlassablement par notre Parti communiste.

2.

Le courant de front unique qui entraîne les ouvriers socialistes souligne qu'à l'intérieur de la social-démocratie, contrairement à ce que les opportunistes déclarent et attendent, la crise s'approfondit.

De nouvelles couches de prolétaires se tournent vers notre Parti, lui témoignent leur confiance, et de nombreux ouvriers socialistes voient le salut dans le pouvoir des Soviets, oeuvre du parti bolchévik, pilier essentiel de la IIIe Internationale.

Les communistes doivent repousser toute tentative d'atténuer les responsabilités du parti socialiste, principal soutien social de la bourgeoisie dans le développement du fascisme.

Le Parti socialiste, à l'occasion de son récent conseil national, s'est de nouveau dressé contre le front unique des ouvriers socialistes et communistes. Il tente d'entraîner la classe ouvrière derrière les « doctrines socialistes» qui ont conduit à leur situation tragique les travailleurs d'Allemagne et d'Autriche.

3.

Les organisations du Parti doivent porter les coups essentiels au fascisme, au gouvernement Doumergue-Tardieu-Laval qui en est le fourrier et, naturellement, démasquer la capitulation des gauches.

Une telle orientation de l'activité du Parti aidera à surmonter l'insuffisante rapidité dans les réactions des organisations du Parti et la passivité qui se sont manifestées à la veille des événements, pendant et après.

4.

La mobilisation du Parti, qui a abouti à la montée d'une vague de front unique d'action contre le fascisme comme jamais on n'en avait vue en France, a été entravée par les tendances opportunistes de droite qui se sont manifestées pendant et depuis les événements de février.

Les organisations du Parti, en décuplant les efforts pour réaliser le front unique d'action, repousseront toute politique ayant pour conséquence la réalisation d'un bloc avec le Parti socialiste et corrigeront tous les abandons de principe et glissements sur la plate-forme de la social-démocratie.

5.

Tenant compte de l'expérience de ces derniers temps, les comités dirigeants et organisations du Parti s'emploieront à liquider rapidement les insuffisances dans le travail d'organisation du Parti, surtout pour ce qui est des manifestations dont il faut pouvoir en toutes circonstances assurer la préparation et la direction.

Les organismes dirigeants du Parti prendront toutes mesures pour pouvoir en toutes circonstances assurer leur tâche de direction, maintenir le contact avec les diverses organisations du

Parti.

La liquidation rapide de toutes nos faiblesses et lenteurs, en ce qui concerne l'organisation d'une autodéfense de masse, constitue une des tâches décisives du moment dans la préparation de la lutte contre le fascisme et les provocations fascistes.

Le Comité central salue l'exemple des travailleurs communistes, socialistes, sans parti, des 20^e et 15^e arrondissements de Paris qui, par leur autodéfense de masse, ont fait reculer les bandes fascistes.

6.

Le Parti doit mettre tout en oeuvre pour assurer la défaite du fascisme. Pour cela, il doit élargir et consolider les résultats obtenus dans l'application de la tactique du front unique d'action à la base.

Les organisations et membres du Parti doivent se mobiliser pour assurer le succès du rassemblement national antifasciste du 20 mai en développant les actions partielles dans les entreprises, en préparant, par un large travail de front unique auprès des ouvriers socialistes et confédérés, la grève politique de masse, ce qui constitue une des grandes tâches de l'heure, en multipliant les luttes partout et en créant des comités de front unique dans les usines et localités.

Le 1er mai, dont les communistes doivent travailler à faire une journée de grève générale et de démonstration de masse hors le signe du front unique d'action, sera une étape importante dans la préparation du rassemblement national antifasciste.

Dans notre lutte implacable contre le fascisme, nous devons mobiliser les masses pour exiger la libération du chef du Parti Communiste d'Allemagne, le camarade Thaelmann, qu'il nous faut arracher des mains des bourreaux fascistes comme nous avons arraché Dimitrov.

7.

La grève générale du 12 février est une grande démonstration, pour tout le parti et la classe ouvrière, du rôle énorme des syndicats dans la lutte contre le fascisme et de l'importance de la grève comme arme de lutte du prolétariat.

Cela exige un travail systématique de tous les communistes dans les syndicats pour élargir le mouvement gréviste en prenant comme base les revendications immédiates et la lutte contre le fascisme.

Les communistes doivent se préoccuper constamment du renforcement des syndicats unitaires pour en faire des organisations de masse et travailler à l'organisation et au développement de l'opposition dans les syndicats confédérés et autonomes.

Les communistes soutiennent à fond l'action de la C.G.T.U. pour l'unité syndicale de classe et la constitution de syndicats uniques sur la base d'un programme conforme aux intérêts ouvriers et de la répudiation absolue de la collaboration des classes.

Compte tenu de ces deux conditions, les communistes ne se laissent arrêter par aucune question de forme dans leur lutte concrète pour l'unité syndicale.

8.

Les organisations du Parti ont pour devoir impérieux, dans le moment présent, alors que le fascisme fait des efforts exceptionnels pour conquérir la jeunesse travailleuse, de mettre d'urgence un terme à la négligence particulièrement grave des organisations du Parti en ce qui concerne la

direction du travail de la jeunesse communiste.

Il convient de réaliser enfin la directive ayant trait à la création d'une cellule de la J.C. à côté de chaque cellule d'entreprise du Parti; de diriger la J.C. dans son travail parmi les organisations de masse de la jeunesse, de l'aider à appliquer la tactique du front unique pour gagner les jeunes ouvriers socialistes à la lutte contre le fascisme et de préparer le congrès des jeunes contre le fascisme et la guerre qui se conjugue avec le Rassemblement National Antifasciste.

9.

La mobilisation des paysans dans la lutte contre le fascisme demeure le point faible de l'activité de notre Parti. La question décisive dans le moment présent est de gagner la masse des paysans à la lutte contre le fascisme.

C'est pourquoi toute négligence dans l'organisation du travail à la campagne constitue une faute d'une gravité exceptionnelle.

Non seulement les organisations du Parti à la campagne ont pour devoir de déployer une activité intense en vue d'organiser l'action des paysans pauvres et moyens pour leurs revendications, contre le fascisme et la guerre, mais les ouvriers des villes doivent être entraînés dans le travail de conquête des paysans, en particulier les cheminots, les postiers, ainsi que les instituteurs.

Toutes les liaisons des ouvriers avec la campagne devront être utilisées et des prises de contact entre ouvriers et paysans (descentes à la campagne le dimanche) devront être organisées. Des propositions seront faites par les cellules et rayons aux ouvriers socialistes en vue de réaliser en commun cette importante besogne parmi les paysans.

10.

Les communistes doivent être les défenseurs acharnés des éléments des classes moyennes ruinées par la crise.

Ils doivent dénoncer la démagogie fasciste et montrer que les classes moyennes ne peuvent se défendre qu'en luttant avec les ouvriers sur le front antifasciste.

Les organisations du Parti ont pour devoir de lutter contre toute atteinte portée aux droits acquis des anciens combattants et de mettre tout en oeuvre pour qu'ils réalisent leur action commune à la base, contre le gouvernement des pleins pouvoirs qui les menace avec la complicité des chefs fascistes des organisations d'anciens combattants, à l'intérieur desquelles le travail de masse doit être organisé.

11.

L'activité fondamentale des organisations du Parti doit consister à réaliser partout le front unique de lutte à la base en vue d'entraîner les ouvriers socialistes à la lutte révolutionnaire.

Partout, nos organisations doivent prendre l'initiative de l'action, proposer aux ouvriers et sections socialistes d'adhérer au Rassemblement National, constituer avec eux des comités dans les entreprises et les localités.

Là où existent des comités de base isolés, les communistes doivent mener l'action pour que les travailleurs rassemblés dans ces comités adhèrent au Rassemblement National.

La politique du Parti socialiste doit être démasquée devant les ouvriers socialistes et l'ensemble des travailleurs en montrant que le souci du Parti communiste est de rassembler les masses dans la lutte vigoureuse dans les villes et les villages contre le gouvernement d'Union

nationale, des pleins pouvoirs et des décrets-lois, pour l'arrestation de Tardieu et de Chiappe, contre l'offensive du capital, contre le fascisme et la guerre.

Une des tâches quotidiennes du Parti communiste est de développer au cours de l'action une propagande inlassable autour de son programme d'action après la prise du pouvoir, montrant ainsi l'issue révolutionnaire de la crise aux prolétaires et à l'ensemble des masses travailleuses.

12.

La réalisation de ces tâches exige que tout soit mis en action en vue de recruter des nouveaux adhérents au Parti, de consolider les organisations du Parti à tous les échelons, et en premier lieu dans les entreprises, de combler rapidement les lacunes d'organisation constatées au cours des derniers événements. Un des instruments essentiels du Parti est l'Humanité, le grand journal du prolétariat, avec à sa tête le chef révolutionnaire Marcel Cachin.

Le Parti fera tout pour porter encore plus haut le rayonnement de son journal et fera du 30^e anniversaire de l'Humanité une vaste campagne de masse. La condition essentielle de la capacité d'action du Parti communiste dans une période grosse de responsabilités pour lui, réside dans son unité, dans la mobilisation de tout le Parti pour l'application des décisions du Comité central.

Le Comité central enregistre avec satisfaction que toutes les régions du Parti et la Fédération de la jeunesse communiste manifestent leur volonté d'appliquer la ligne du Parti, repoussent toute tentative de la modifier et en exigent l'application par tous les membres du Parti.

Avec l'ensemble du Parti, les communistes de la région Paris-Nord (Saint-Denis), fidèles à leurs traditions de lutte contre la bourgeoisie et ses alliés, portent fièrement le drapeau du Parti communiste et repoussent toutes les tentatives d'introduire la contrebande social-démocrate et trotskyste dans le Parti que poursuivent les débris du groupe opportuniste sectaire Barbé (Rolland).

Formant un bloc autour de son Comité central, le Parti communiste, qui a subi avec honneur l'épreuve du combat, exige de tous ses membres le dévouement, l'abnégation et la discipline indispensables afin d'être à même de prendre la direction de vastes batailles de masse qui écraseront le fascisme et nous achemineront vers le pouvoir des Soviets.

Le PC-SFIC et le front antifasciste en 1934

[Extrait de l'histoire du Parti Communiste français publié sur lesmaterialistes.com, à la page <http://lesmaterialistes.com/parti-communiste-francais-front-populaire/>.]

Le fascisme était depuis des années déjà l'un des thèmes centraux de la SFIC, et il n'y a rien d'étonnant à ce que les progrès du fascisme en France aient été compris, avec une attention d'autant plus particulière après la victoire nazie en Allemagne. La SFIC s'engage dans un combat culturel, s'attachant à « étudier et déceler les particularités » de la situation en

France, « afin de pouvoir combattre efficacement les voies du fascisme en France. » (Maurice Thorez, La situation actuelle en France les tâches du Parti Communiste, décembre 1933). La SFIC profite également d'un large avantage sur le Parti Communiste d'Allemagne, pays où avait eu lieu de multiples insurrections communistes, écrasées entre autres par la social-démocratie. Pareillement, en Autriche les socialistes laisseront vaincre le putsch fasciste en 1934 malgré leur supériorité numérique et militaire, plutôt que de s'allier aux communistes.

Tel n'est pas le cas en France, ni dans la république espagnole, où la base socialiste est moins sous le contrôle de directions socialistes qui « en retenant les ouvriers de l'action révolutionnaire contre l'offensive du capital et contre le fascisme croissant, jouent le rôle d'un bouclier derrière lequel les fascistes ont la possibilité d'organiser leurs forces et fraient la voie à la dictature fasciste. » (Résolution de la douzième assemblée plénière du comité exécutif de l'Internationale Communiste)

L'Internationale socialiste avait ainsi rejeté l'appel fait par l'Internationale Communiste « pour la lutte commune des travailleurs socialistes et communistes », fait en mars 1933 au moment de la victoire nazie. Pareillement, la SFIO, rejettera, Léon Blum s'en chargeant le 8 mars via un article dans *Le Populaire*, l'appel de la SFIC fait le 6 mars aux travailleurs socialistes et à la commission administrative permanente de la SFIO pour une lutte commune et l'engagement de cesser toutes critiques contre les organisations socialistes participantes.

La SFIC va donc se retrouver seule en première ligne face au fascisme. Un fascisme français qui, aux yeux de l'écrasante majorité des historiens français du début du 21ème siècle, n'aurait jamais existé. En pratique, c'est pourtant bien plutôt le contraire qui est vrai, les fascistes italiens ou même allemands ayant massivement puisé dans les théoriciens français, autant pour le racisme que pour le culte national-syndicaliste de la violence.

Les troupes fascistes sont très nombreuses et disposent de multiples organisations : Solidarité française et ses chemises bleues, l'Action Française et ses camelots du roi (60 000 membres), les Jeunesses Patriotes (65 000 membres en 1926, 100 000 en 1934) composées d'équipes de cogneurs, la Ligue des Patriotes, les Croix de Feu (60 000 membres à la fin 1933, 150 000 en 1934, 400 000 en 1935)... Les fascistes ont l'habitude du coup de poing, comme le montre

le « cortège national de Jeanne d'Arc » d'avril 1925 qui a lieu malgré l'interdiction et fait 118 policiers et 150 camelots blessés, 220 étant arrêtés. Ils pratiquent très largement la démagogie « anticapitaliste » et mènent des actions « populaires » : assistance sociale, entraide matérielle, soupes populaires, maisons de convalescence, foyers de jeune, colonies de vacances, chorales, groupes de théâtre...

C'est dans cette atmosphère pesante que la SFIC dirige la lutte, la vague de grèves reprenant vigueur, notamment celle des usines Citroën qui dure de la fin mars au 9 mai, avec un comité de grève de 120 représentants des travailleurs. De nombreuses marches de la faim sont organisées par des chômeurs, avec notamment la grande marche des chômeurs de Saint-Nazaire sur Nantes et celle de ceux du Nord sur Paris.

Les travailleurs socialistes se rapprochent parfois des communistes, notamment avec la Fédération socialiste des Vosges qui signe un manifeste critiquant le refus de l'unité de la social-démocratie en Allemagne et en France, ou encore dans le cadre de la grande campagne internationale de soutien au communiste bulgare Dimitrov, accusé par les nazis de l'incendie du Reichstag, et qui sera finalement acquitté.

Une figure du rapprochement entre socialistes et communistes est Jean Zyromsky, fondateur du comité d'action socialiste pour l'Espagne, pays où il ira onze fois entre 1936 et 1939 ; il deviendra lui-même communiste en 1945. A l'été 1933, la tendance représentée par Zyromsky au sein des socialistes a 300 mandats sur 3500 et s'oppose directement au courant dit « néo-socialiste », qui considère que les classes moyennes remplacent la classe ouvrière comme protagoniste révolutionnaire. Cette tendance finira dans le camp du fascisme.

C'est avec une large compréhension des contradictions au sein des socialistes que la SFIC lance son « Appel du comité central aux ouvriers socialistes », dans *l'Humanité* du 12 novembre 1933 : « Tous ensemble du même

côté de la barricade, pour défendre notre salaire, pour la diminution de la journée de travail, pour l'allocation de chômage, pour de véritables assurances sociales, contre le fascisme et la guerre impérialiste, pour la libération de notre classe. »

L'occasion d'éprouver cette tendance à l'unité va alors arriver à l'« affaire Stavisky », le suicide du « beau Sacha » - le Canard enchaîné de l'époque titra « Stavisky s'est suicidé d'une balle tirée à 3 mètres. Voilà ce que c'est que d'avoir le bras long » - révélant un énorme scandale financier et donnant un prétexte aux ligues fascistes pour un passage à l'action, surtout que le préfet de police de Paris, Jean Chiappe, réputé pour son indulgence pour l'extrême-droite, est limogé. Le 6 février 1934 les ligues se lancent à l'assaut du parlement protégé par la police sur le pont de la Concorde ; les affrontements font 17 morts et 2309 blessés. L'impression sur la gauche est énorme. Les socialistes lancent le jour même le mot d'ordre « Mobilisation du Parti ! Tout le pouvoir aux travailleurs ! » (Le Populaire, 6 février 1934).

Le 7 février au matin ils décident d'une manifestation pour le lendemain, l'annulant l'après-midi même après une entrevue avec le président Doumergue où celui-ci a expliqué qu'il ne l'autoriserait pas.

Ce sont les communistes qui vont assumer le combat, seuls, mais rejoints par la base socialiste. Le soir du 6 février, Maurice Thorez lançait déjà à la Chambre des députés venant d'être assiégé un appel « à tous les prolétaires et à nos frères les ouvriers socialistes pour qu'ils viennent dans la rue chasser les bandes fascistes. » L'appel lancé dans l'Humanité du 8 février 1934 est explicite : « Travailleurs communistes, socialistes, unitaires, confédérés, sans-parti, rassemblez-vous dans vos usines, dans vos localités, venez ensemble à la manifestation ! A l'exemple des syndicats unitaires qui proposent la préparation immédiate d'une grève de 24 heures, réalisez dans toutes les usines, bureaux, dépôts, chantiers, votre front unique d'action !

Organisez la grève politique de masse ! (...) Travailleurs socialistes, votre salut comme le nôtre, comme celui de toute la classe ouvrière, est dans notre action commune. Celle-ci peut et doit se réaliser sur les mots d'ordre de classe de la manifestation de vendredi. »

Malgré les fascistes et les rafles préventives de la police, on se bat toute la soirée du 9 février, de la place de la République à la gare de l'Est. 50 000 travailleurs manifestent, souvent rejoint par des socialistes qui abandonnent leurs permanences où la direction avait pourtant exigé qu'ils restent. Les affrontements se prolongent dans la nuit, avec un bilan terrible et toujours ignoré des livres d'histoire : 6 morts, 60 blessés par les balles de la police et 1000 par les matraques et les mousquetons.

L'impact est si grand dans la classe ouvrière que la CGT qui refusait tout contact avec les communistes est obligée d'appeler à rejoindre la grève du 12 février, à laquelle participent finalement 4 500 000 travailleurs. Des milliers de manifestations ont lieu dans tout le pays. Le 17 février, 200 000 travailleurs participent aux obsèques de ceux tombés le 9. Les affrontements avec les fascistes sont ininterrompus jusqu'en juin ; 11 antifascistes tomberont encore.

La tension est perceptible : le 20 avril 40 000 travailleurs et fonctionnaires manifestent à Paris et des dizaines de milliers dans le reste du pays, puis 30 000 à Paris le 1er mai malgré les provocations policières qui amènent même à des affrontements dans les cités populaires d'Alfortville et du XIIIème arrondissement de Paris. Et si les socialistes refusent la proposition du mouvement Amsterdam-Pleyel concernant la lutte commune contre le fascisme, une forte minorité se dégage, avec 1301 mandats contre 2324, en faveur de « l'unité d'action sur des bases révolutionnaires avec les communistes. » La SFIC tient alors sa conférence nationale à Ivry, du 23 au 26 juin 1934, avec comme thème à l'ordre du jour l'organisation du front unique de lutte antifasciste, au moment où s'expriment

dans la CGT de larges mouvements de base allant dans le sens de l'union.

La résolution de la conférence affirme ainsi : « Le Parti Communiste travaille sincèrement à l'organisation de front unique de la lutte antifasciste. Il réprovoce ceux qui considèrent le front unique comme une manoeuvre. Il veut réellement le front unique pour défendre les revendications des masses laborieuses et pour barrer la route au fascisme et à la guerre. Des hommes comme Treint, pour qui la tactique du front unique consistait à « plumer la volaille », ont été exclus du Parti Communiste pour une pareille orientation et ont trouvé un refuge auprès du contre-révolutionnaire Trotsky avant de passer à la social-démocratie. Le scissionniste Doriot prend la même voie lorsqu'il considère le front unique comme une manoeuvre, lorsqu'il escompte un refus du Parti Socialiste qu'il espère utiliser pour « plumer la volaille ». »

La stratégie est expliquée de cette manière : « Les fascistes luttent contre la « démocratie » bourgeoise pour sa destruction. Les communistes, eux, luttent contre toutes les formes de la « dictature bourgeoise », même lorsque cette dictature revêt la forme de la démocratie bourgeoise. Mais les communistes ne se désintéressent jamais de la forme que revêt le régime politique de la bourgeoisie. Ils démasquent, d'une manière concrète, le processus de la dégénérescence réactionnaire de la démocratie bourgeoise frayant la voie au fascisme. Mais ils ont défendu, défendent et défendront toutes les libertés démocratiques conquises par les masses elles-mêmes, et en premier lieu tous les droits de la classe ouvrière. Ce qui constitue la différence de principe entre les communistes et les socialistes dans cette question, c'est le fait que les socialistes, sous prétexte de défense de la démocratie et de la République, aboutissent à la défense de la dictature de classe de la bourgeoisie. Les communistes défendent les libertés démocratiques conquises par les masses afin de

mieux rassembler et organiser ces dernières contre le capital et la dictature de la bourgeoisie. »

Il est également décidé de renoncer à toutes attaques ou critiques contre les organisations socialistes participantes dans la propagande orale ou écrite de l'Humanité, des Cahiers du bolchévisme et de la presse écrite de province. Au discours de clôture Maurice Thorez déclare : « A tout prix nous voulons l'action. A tout prix nous voulons l'unité d'action. » Mais au-delà de l'unité d'action, un autre aspect se révèle alors dans les positions de Maurice Thorez. Le rapport à la conférence disait ainsi : « Pour vaincre, le mouvement antifasciste doit avoir une base ouvrière solidement enracinée dans l'usine ; la classe ouvrière doit donner l'exemple de la lutte revendicative et parvenir de la sorte à entraîner toutes les autres couches sociales frappées par le capital, car sans les classes moyennes, nous ne saurions vaincre le fascisme. »

C'est-à-dire que Thorez décide d'utiliser une technique politique, celle de retourner la culture démocratique issue de 1789 contre la bourgeoisie, c'est-à-dire de retourner contre la bourgeoisie de l'époque de l'impérialisme sa propre culture de l'époque démocratique. Alors que, auparavant, les références idéologiques à la révolution bourgeoise de 1789 étaient rejetées comme impropres à l'idéologie prolétarienne, désormais pour des raisons tactiques elles deviennent nécessaires.

A partir de la conférence, le mouvement pour le front unique est irrésistible. Les Jeunesses Communistes et les Jeunesses Socialistes signent un accord sur le plan national, tandis que des initiatives communes ont lieu fédération par fédération pour la SFIC et la SFIO. Ainsi a lieu le 3 juillet un grand meeting de 25,000 travailleurs à Paris à l'appel des sections de chaque parti pour la région Paris-ville. Les mêmes initiatives se développent à Lyon, Marseille...

Et l'Humanité peut affirmer le 10 juillet 1934 : « Chaque jour, un nouveau maillon

s'ajoute à la chaîne du front unique. » Date symbolique de la nouvelle ligne, les délégations de la SFIC et de la SFIO se voient le 14 juillet, le conseil national de la SFIO acceptant le lendemain les propositions d'action unie contre le fascisme et la guerre par 3741 voix contre 336 et 67 abstentions. Selon le pacte d'unité d'action socialiste-communiste, qui paraîtra dans l'Humanité du 22 juillet 1934, les deux organisations s'engagent « à organiser en commun et à participer avec tous leurs moyens (organisations, presse, militants, élus, etc.) à une campagne dans tout le pays, et ayant pour but :

a) mobiliser toute la population laborieuse contre les organisations fascistes, pour leur désarmement et leur dissolution ; b) pour la défense des libertés démocratiques, pour la représentation proportionnelle et la dissolution

de la Chambre [des députés] ; c) contre les préparatifs de guerre ; d) contre les décrets-lois ; e) contre la terreur fasciste en Allemagne et en Autriche, pour la libération de Thaelmann [dirigeant communiste allemand emprisonné] et de Karl Seitz [dirigeant socialiste autrichien emprisonné] et de tous les antifascistes emprisonnés. » Le pacte précise également, ce qui est un succès clair pour les communistes par rapport à la position initiale de la social-démocratie : « Cette campagne sera menée au moyen de meetings communs dans le plus grand nombre de localités et d'entreprises, au moyen de manifestations et de contre-manifestations de masse dans la rue, en assurant l'auto-défense des réunions ouvrières, des manifestations, des organisations et de leurs militants... »

« Le PCMLM avait annoncé la vague fasciste, à partir d'une lecture matérialiste historique du référendum sur la constitution européenne en 2005.

Alors que toute l'extrême-gauche considérait le Front National comme enterré, le PCMLM a de manière juste affirmé que la bourgeoisie impérialiste avait soutenu le « non » à la constitution européenne et lancerait son affirmation politique, afin de diriger l'État.

L'extrême-gauche a alors combattu les positions du PCMLM comme surestimant le fascisme et a rejeté l'antifascisme, pour ces derniers mois subitement faire un virage à 180° et tenter de se réapproprier l'antifascisme.

Cela en dit long sur l'authenticité de cet « antifascisme », sur sa nature opportuniste. Car cette démarche est vaine, le véritable sens de l'antifascisme étant la bataille contre la vision irrationnelle du monde.

Or, cela n'est possible qu'avec une maîtrise avancée du matérialisme dialectique en général, du matérialisme historique dans les conditions concrètes de notre pays, d'une application résolue en termes idéologiques et culturels. »

[*\(PCMLM - Document 41 - Face au coup d'Etat et au fascisme qui se profilent !\)*](#)

Contre le gouvernement Tardieu, contre le fascisme, Jacques Duclos, février 1934

Les événements qui viennent de se dérouler en France illustrent de la manière la plus éclatante les thèses de la XIIe Assemblée plénière de l'Internationale Communiste soulignant que « s'accroît toujours plus l'indignation

révolutionnaire des masses laborieuses et leur volonté de renverser le joug insupportable de classes exploiteuses ».

La théorie de la France « îlot paisible » au milieu d'une mer démontée reçoit de

rudes coups. Les actions à masse dans tout le pays, ont révélé la profondeur et l'acuité des contradictions dans le camp bourgeois ; la profondeur et l'acuité de la crise de la démocratie française ; la profondeur et l'acuité de la lutte des classes.

La riposte du prolétariat français contre l'offensive de la réaction fasciste montre combien est grande la colère accumulée dans les masses au cours des dernières années. Des millions d'ouvriers sont dans la misère. Les salaires sont rognés, avec le concours des leaders social-fascistes. Il y a en France quatre millions et demi de chômeurs complets et partiels. D'importantes couches de la petite-bourgeoisie urbaine : petits fonctionnaires, travailleurs intellectuels, commerçants, sont près de la ruine.

Les campagnes gémissent sous le poids de la crise, de la chute des prix, des spéculations d'intermédiaires, des impôts. Tout cela a créé une atmosphère d'effervescence et de mécontentement révolutionnaire.

En outre la situation extérieure est pleine de complications pour l'impérialisme français. Sous les coups des contradictions impérialistes le traité de Versailles, instrument de la puissance de la France, est fortement secoué.

Avec chaque jour davantage d'acuité, se pose le problème de la guerre impérialiste.

Les six gouvernements radicaux qui se sont succédé depuis mai 1932 ne faisaient que louvoyer, ajourner les questions, manoeuvrer pour se maintenir.

Il s'agissait pour eux de concilier les injonctions de l'oligarchie financière, dont ils n'étaient que les agents, avec la pression croissante de masses de leurs électeurs, petits bourgeois, paysans, ouvriers qui exigeaient la réalisation de leurs promesses électorales, qui s'opposaient à toute tentative de réduction des traitements des fonctionnaires, préface à une nouvelle offensive contre les salaires, à toute tentative d'augmenter les impôts qui pèseraient sur eux point essentiel du programme capitaliste de solution de la crise. La grève de 25.000 chauffeurs de taxis de Paris contre une nouvelle

taxe votée par le Parlement, après les grèves de Citroën, de Strasbourg, des bateliers, des manifestations de rues des fonctionnaires, montre la vigueur de la réaction des masses.

Incapables de résoudre les problèmes qui se posent devant la bourgeoisie de ce pays, les gouvernements radicaux ne faisaient qu'aggraver la crise, ce qui accentuait le mécontentement d'en bas et la réaction des ouvriers sous la direction de leur parti communiste.

Les cercles dirigeants capitalistes représentés par les partis directs du capital financier, avec Tardieu, passaient à l'organisation des forces fascistes qui auraient maté les ouvriers au moment où les partis parlementaires s'avéreraient complètement compromis et inaptes pour la réalisation du programme capitaliste.

Le scandale Stavisky qui a éclaté au début de l'année a accéléré les événements. Ce scandale qui a montré une corruption inouïe de tout le régime politique du pays, qui a montré la vénalité de la magistrature, du gouvernement, de la police, des députés, était pour les masses comme le symbole de la pourriture du régime responsable de leurs misères.

Stavisky, cet escroc ordinaire, condamné plusieurs fois pour des délits de droit commun, avait des complicités dans des sphères si haut placées que la police craignant ses indiscretions a préféré l'éliminer en l'assassinant.

Le gouvernement Chautemps, dont au moins trois ministres étaient compromis dans l'affaire, dont le ministre de la Justice, Reynaldy, mêlé à un autre scandale, faisait tout pour escamoter l'affaire, pour empêcher l'éclaircissement des responsabilités. La droite a jugé le moment opportun pour livrer l'assaut au gouvernement avec sa majorité de « gauche » qui le soutenait. Sous la direction de Tardieu, escroc cynique, mêlé à plusieurs scandales des plus vils, dont celui d'Oustric est le dernier en date, de Flandin, avocat

véreux, mêlé à l'affaire de l'Aéropostale, qui a volé des centaines de millions, et d'autres politiciens corrompus du même acabit, la droite a déclenché dans le pays une campagne contre le gouvernement des voleurs, exigeant sa démission immédiate. Mais à côté de cette campagne, les chefs de la droite ont mis en jeu des organisations fascistes formées depuis longtemps à Paris qui se développaient sous la protection du gouvernement, sous la haute surveillance de Chiappe, préfet de police depuis 1927, nommé à ce poste par le ministre radical de l'Intérieur de Poincaré, Albert Sarraut (il détient actuellement le même poste).

Chiappe, lié à Gorgoulov, protecteur des monarchistes espagnols, protecteur de Stavisky, ami intime depuis quarante ans, comme il l'avoue lui-même, de l'escroc Dubarry, directeur de la Volonté, un des agents principaux de Stavisky, a transformé la police de Paris en garde prétorienne qui lui est complètement dévouée et qu'il employait avec une brutalité sans exemple pour la lutte contre le communisme. Par contre, la police de Chiappe avait toujours une attitude des plus bienveillantes envers les manifestants fascistes. Le jeu de Tardieu et de Chiappe fut favorisé par toute la politique de la social-démocratie.

Par son soutien des gouvernements radicaux, « moindre mal » par rapport au gouvernement de l'Union nationale, par son sabotage de l'action antifasciste prolétarienne, dont le congrès de Pleyel, en 1933, fut l'expression, par son refus du front unique, de la lutte commune contre le fascisme français et étranger, la social-démocratie a frayé le chemin à Tardieu, a affaibli les forces ouvrières.

C'est elle qui porte toutes les responsabilités principales du retour de Tardieu au pouvoir.

Les néosocialistes développent logiquement la politique de la S.F.I.O. En présentant le gouvernement Tardieu-Doumergue-Herriot comme un « moindre mal » par rapport à celui de Tardieu tout pur, tout comme la social-démocratie allemande édifiait ses théories sur la nécessité d'appuyer la combinaison Hindenburg-Papen

contre Hitler flanqué de Hindenburg-Papen, alors que l'une préparait l'autre. La S.F.I.O. et la C.G.T. appliquent, en réalité, la même politique que leurs frères néos, en prêchant le calme et la dignité en face du gouvernement d'union nationale « protecteur des libertés démocratiques » devant le fascisme.

Le renvoi par Daladier de Chiappe, compromis dans l'affaire Stavisky, a été le prétexte d'un déchaînement des organisations fascistes qui adoptaient le mot d'ordre de sa réintégration, et, aux cris de « A bas les voleurs ! », ces organisations ont essayé d'entraîner un courant de masse.

La bourgeoisie a voulu pousser une offensive en vue de créer pour sa politique de préparation du fascisme une base parmi les éléments des couches moyennes, profondément inquiètes, en raison de leur situation.

« Le fascisme s'efforce d'assurer au capital monopoliste une base de masse au sein de la petite bourgeoisie en faisant appel à la paysannerie désorientée, aux artisans, aux employés, aux fonctionnaires et notamment aux éléments déclassés des grandes villes et tente de pénétrer également au sein de la classe ouvrière. » (Thèses du XIII^e Plénum.)

C'est dans ces conditions que fut organisé, le 6 février, le putsch fasciste où se voit la main de la provocation.

La silhouette du Tardieu de Gorgoulov se profile derrière ces événements sanglants en compagnie de celle de Chiappe. Les manifestations fascistes du 6 février ont provoqué une riposte immédiate de la part du prolétariat.

A l'appel du Parti communiste, l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat français s'est mise à la tête du formidable mouvement des masses contre la dictature de la bourgeoisie.

Tardieu, qui a réussi à grimper au pouvoir, à la faveur du putsch du 6 février, semble avoir remporté la première manche. « L'émeute de droite a réussi » jubile Kérillis (Echo de Paris

du 13 février). Or, cette « victoire » de Tardieu peut bien n'être qu'une victoire à la Pyrrhus. Ces messieurs comptent sans la résistance acharnée et la lutte héroïque de la classe ouvrière, sous la direction du Parti communiste.

Avec un héroïsme magnifique, au premier appel du Parti communiste les ouvriers de Paris se sont levés.

Déjà le 6 février 25.000 ouvriers ont tenu seuls contre tous tête aux fascistes, aux flics, aux gardes mobiles.

Le 7 ils avaient déjà l'initiative dans de nombreuses manifestations à Paris et en province.

Le 9 février les ouvriers de Paris tenaient seuls le pavé dans la lutte vigoureuse de 5 heures contre la police. La grève générale du 12 février constitue une étape de la plus haute importance dans la contre-offensive ouvrière, sous la direction communiste, qui se pose comme but de chasser le gouvernement de fusilleurs et d'écraser dans le germe l'hydre fasciste. Dans les rues et les places des villes françaises sont face à face, non pas trois forces, comme le prétendent les social-fascistes (fascistes, appareil d'Etat et ouvriers), mais deux camps, deux classes : d'un côté la bourgeoisie qui se fascise, la police et la gendarmerie, de l'autre le prolétariat français qui se lève pour repousser l'offensive de la réaction fasciste.

Notre lutte antifasciste ne signifie point la défense de la démocratie bourgeoise, qui prépare le lit du fascisme et utilise des procédés de plus en plus violents de domination contre la classe ouvrière.

Le Parti socialiste qui a saboté le front unique d'action et boycotté les comités de lutte contre la guerre et le fascisme, qui a fait croire à la classe ouvrière qu'elle peut avoir confiance dans les bourgeois de gauche aujourd'hui associés à Tardieu, dans un gouvernement de préparation au fascisme, parle de « défendre la République ». La manifestation de Vincennes avait cet objectif d'après les plans du Parti S.F.I.O., mais la participation des communistes en a changé le caractère. Les cris mille fois répétés de « Chiappe en prison » et de « Les Soviets Les Soviets

partout » donnaient à la démonstration son sens de classe.

Antifascistes nous sommes. Nous sommes le parti que peut mobiliser les masses pour la lutte contre le fascisme, et quand aujourd'hui le Parti socialiste prend un masque « antifasciste » pour mieux tromper les ouvriers, nous avons le devoir de préciser que la politique social démocrate du moindre mal, d'affaiblissement du front de classe du prolétariat et de capitulation devant la bourgeoisie, aide le développement du fascisme.

Les ouvriers d'Autriche qui, dans leur immense majorité sont restés sous l'influence de la socialdémocratie gauche des austromarxistes, font aujourd'hui la cruelle expérience de la défaite. Ils avaient réalisé l'unité au sein du Parti socialiste qui, de recul en recul, les a conduits à une impasse et à la défaite.

Le Parti socialiste autrichien, comme le Parti S.F.I.O., a soutenu lui aussi jusqu'au bout la République, pour arriver au tragique dénouement d'aujourd'hui. Il a soutenu Dollfuss qui aujourd'hui mitraille les prolétaires autrichiens.

Et c'est pourquoi chaque communiste doit comprendre que :

« la dictature fasciste n'est nullement une étape inévitable de la dictature de la bourgeoisie dans tous les pays. La possibilité de l'éviter dépend des forces du prolétariat en lutte, forces paralysées principalement par l'influence dissolvante de la social-démocratie » (Thèses du XIII^e Plénum.)

Cela signifie que seulement par une lutte vigoureuse contre le fascisme nous pouvons entraîner et convaincre les ouvriers socialistes, aussi faut-il combattre toute manifestation de passivité opportuniste dont nous avons encore trop d'exemples en dépit du sérieux des événements.

Entrer résolument dans l'action, réaliser le front unique pour la lutte, voilà ce qui doit guider nos organisations dans leur

activité, mais le front unique ne peut à aucun moment servir de prétexte à la dissimulation aux yeux de la classe ouvrière de la politique de la social-démocratie et de ses conséquences néfastes pour le prolétariat. Jamais le front unique ne peut signifier le silence sur la politique qui conduit le prolétariat à la défaite.

En luttant avec les ouvriers socialistes, en prenant la tête des batailles contre la bourgeoisie, nous devons sans cesse avoir pour objectif de montrer et faire comprendre à ces ouvriers que seule notre politique est une politique de classe.

Nous ne devons pas céder aux propos de certains qui, lorsque nous établissons les responsabilités de la social-démocratie, nous accusent de briser le front unique.

Une telle opinion ne peut avoir pour racine politique qu'une appréciation fautive du rôle de la social-démocratie et un manque de confiance dans notre Parti.

Nous avons entendu déjà maintes fois porter contre nous l'accusation « de diviseurs de la classe ouvrière ». Cette accusation hypocrite sera d'autant plus reprise que devant le grand courant de masse le Parti socialiste ruse et manoeuvre.

Ceux qui brisent l'unité d'action, ceux qui l'empêchent, ce sont ceux qui entraînent une partie du prolétariat sur un terrain de collaboration avec la bourgeoisie, trahissant ainsi ses véritables intérêts.

Quant à nous, luttant résolument pour réaliser partout à la base le Front unique d'action contre la bourgeoisie, nous ne pouvons que démasquer impitoyablement la politique de soutien de la bourgeoisie menée par le Parti socialiste et il faut démasquer cette politique avec d'autant plus d'acharnement qu'elle prend les apparences d'une prétendue opposition et d'une soi-disant lutte contre le fascisme. Solidement armés pour développer et appliquer la politique de notre Parti, les communistes doivent dans le grand mouvement de masse antifasciste qui déferle à travers tout le pays, mettre tout en oeuvre pour organiser les forces ouvrières et les préparer à de plus vastes combats.

La grève générale de 24 heures dans laquelle certains voulaient voir une combinaison, sans tenir compte du mouvement de masse, les démonstrations puissantes de Paris et de province témoignent d'un profond ébranlement des masses dont le Parti communiste doit prendre la tête ; mais cela ne peut qu'inciter la bourgeoisie à décupler ses efforts.

C'est pourquoi l'organisation de ce vaste mouvement de masse est une des tâches décisives du mouvement.

Il s'agit maintenant de créer des comités de front unique d'action dans les entreprises, de consolider ceux qui ont déjà été constitués, de ne pas les laisser mourir lentement.

L'entreprise est encore le point faible du mouvement. Les efforts doivent être multipliés pour y développer le travail.

Jamais une nécessité aussi impérieuse n'a existé pour créer partout des comités antifascistes et rassembler des travailleurs qui ont lutté ensemble pour la grève générale, qui ont manifesté ensemble.

Les communistes à travers tout le pays doivent oeuvrer pour la création de puissants comités de masse contre le fascisme et la guerre. Ils doivent être au premier rang de la lutte pour préparer un vaste rassemblement national de lutte contre la guerre et le fascisme. Durant cette dernière période, l'influence de notre Parti s'est considérablement accrue, mais son état d'organisation est sensiblement resté le même. Or, il peut et il doit s'améliorer. Dans le mouvement de masse, il faut absolument recruter pour le Parti, pour les jeunesses et travailler à réaliser le mot d'ordre de création d'une cellule des J.C. À côté de chaque cellule d'entreprise du Parti.

Les communistes doivent considérer comme un devoir impérieux de traduire en effectifs nouveaux l'influence très grande de la C.G.T.U. sur la classe ouvrière.

Tout ceci revient à dire que le renforcement du Parti et des organisations révolutionnaires

est étroitement rattaché au travail du Parti dans le mouvement de masse que nous voulons développer, pousser plus en avant et l'entraîner à la lutte.

Alors que l'action antifasciste prend dans les cerveaux ouvriers une si grande place et à juste titre, il est absolument indispensable de répondre à un besoin de la classe ouvrière en créant des groupes d'autodéfense de masse. Durant les derniers jours, des improvisations dans ce domaine se sont produites qui soulignent la nécessité d'organiser et de coordonner les efforts dispersés.

Sans doute la lutte contre l'idéologie fasciste est extrêmement importante et il faut la mener, mais cela ne suffit pas. Nous ne voulons pas non plus « battre chaque fasciste où on le trouve », nous ne préconisons pas de terreur individuelle qui couvre la passivité et l'abandon du travail de masse, mais nous appelons les prolétaires à créer des groupes d'autodéfense de masse qui peuvent et doivent jouer un rôle important dans les luttes prochaines. Est-il possible par exemple avec un peu d'organisation de chasser la presse fasciste des quartiers ouvriers, d'en chasser les vendeurs ? Oui. De même il est possible par l'action de masse à la base de nettoyer les murs des quartiers ouvriers de toutes les affiches fascistes et il est évident que, si besoin est, la classe ouvrière doit se défendre contre toute agression fasciste encadrée par ses groupes d'autodéfense et partant plus forte.

La classe ouvrière fait preuve d'une grande combativité ; elle a manifesté, elle a fait

grève pendant 24 heures. Un tel mouvement poursuivi est de nature à arracher des revendications, à faire reculer la bourgeoisie.

A travers les actions de masse partielles pour des revendications politiques et économiques nous devons préparer une grève politique de masse avec des buts précis : Chasser le gouvernement d'Union nationale TardieuLavalHerriot, fusilleur des prolétaires, qui prépare le fascisme.

Dissolution des ligues fascistes, arrestation de leurs chefs, arrestation du provocateur Tardieu et de son agent, Chiappe.

En portant des coups rudes à la bourgeoisie, on pourrait la faire céder. La classe ouvrière prend conscience de sa force, nous devons l'aider à mieux voir encore ce qu'est sa puissance.

Maintenant, dans la bataille à mener, les coups les plus durs doivent être portés contre le gouvernement d'Union nationale auquel la social-démocratie a frayé le chemin. Le Parti communiste est le seul à lutter contre ce gouvernement qui prépare le renforcement de l'offensive capitaliste, le fascisme et la guerre.

Il mène cette lutte avec la ferme volonté de mobiliser les masses pour l'action, de gagner les ouvriers socialistes et de combattre pour l'application de la ligne politique de l'Internationale communiste et du Parti, gage de la lutte victorieuse sur la bourgeoisie.

« Le fascisme est la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier. »

Anniversaire des journées de février 1934, Jacques Duclos, février 1935

Voici un an que l' émeute fasciste de la Place de la Concorde, visant à instaurer en France un régime semblable à celui de Hitler, était refoulée par l'action des masses populaires réalisant leur front unique dans le combat.

Déjà le 6 février 1934 de nombreux camarades socialistes avaient répondu « présent » à l'appel de notre Parti et étaient descendus dans la rue avec les communistes ; plusieurs d'entre eux montèrent même la garde des locaux du Parti et des syndicats unitaires, dans la nuit du 6 au 7.

Devant la menace fasciste le prolétariat ressentait avec intensité la nécessité de réaliser son unité d'action. L' émeute fasciste rendait sensible aux travailleurs socialistes le besoin de ne pas se tenir à l' écart de leurs frères communistes, le besoin de ne pas se laisser renouveler l'expérience allemande.

Cela explique pourquoi la manifestation du 9 février 1934 organisée par le Parti communiste rassembla des travailleurs de toutes tendances en dépit de certaines directives.

Des camarades socialistes avaient bien reçu en effet l'ordre de ne répondre qu'aux appels de leur parti, mais cela n'avait point empêché bon nombre d'entre eux de prendre part à la manifestation de la Place de la République dans laquelle le Populaire voyait « la première manifestation prolétarienne après le coup de force fasciste du 6 février. »

C'est le mérite de notre Parti communiste d'avoir su organiser une aussi vigoureuse riposte antifasciste et il est démontré sans contestation possible que la journée du 9 février fut décisive pour le succès de la grève générale du 12 février. Ce sont là des constatations désormais historiques que ne changeront pas les arguties du renégat Doriot, champion après tant d'autres, de la lutte anticommuniste et insulteur de l'Union soviétique.

Ce Doriot, dont la bourgeoisie, avec sa

presse pourrie, s'emploie à faire un « grand homme » pour son usage, peut bien essayer d'attribuer à d'autres qu'aux communistes les mérites de la réalisation du front unique ; on n'en est pas, avec lui, à une déformation de la vérité près.

Il a bien le front de se présenter comme un champion de l'unité, lui qui a tenté de scissionner le Parti communiste et qui fait tout pour empêcher que soit appliqué à St Denis le pacte d'unité d'action entre le Parti socialiste et le Parti communiste.

La vérité c'est que les efforts inlassables déployés par notre Parti pour réaliser le front unique avaient permis aux travailleurs socialistes et communistes de se retrouver dans des Comités de lutte du mouvement Amsterdam-Pleyel.

On ne dira jamais assez combien l'initiative prise par Henri Barbusse et Romain Rolland de convoquer le grand Congrès d'Amsterdam a contribué à faire progresser dans les esprits l'idée de l'unité d'action.

Le Parti communiste appuya dès ses débuts le mouvement contre le fascisme et la guerre et des millions de travailleurs socialistes rejoignirent les comités de lutte, malgré l'interdiction qui leur en était faite.

Ce fut là une première victoire du front unique. Les prolétaires socialistes étaient amenés à penser que si le front unique avait pu être réalisé en Allemagne comme le voulaient les communistes, Hitler n'aurait pas réussi son coup. L'expérience tragique du fascisme allemand contribuait à faire entrer dans les têtes la nécessité de l'action commune en même temps qu'elle bousculait bien des illusions sur l'évolution pacifique de la démocratie bourgeoise vers le socialisme.

L'attaque du fascisme en France le 6 février résonna dans les coeurs des travailleurs socialistes et, devant le péril, la volonté de front

unique monta avec une rapidité extraordinaire parce que l'initiative communiste du 9 février avait donné une base aux aspirations vers l'unité : l'action pour battre le fascisme.

Depuis, l'unité d'action a fait du chemin, le pacte a été signé, mais il sont adressés aux Partis de la II^e et de la III^e Internationale en leur demandant de les soutenir dans leur lutte antifasciste. Nous avons fait au Parti socialiste S.F.I.O. La proposition de répondre à cet appel en convoquant ensemble une Conférence des Partis socialistes qui à l'exécutif de l'I.O.S. Se déclarèrent partisans de l'unité (Italie, Espagne, Suisse, Pologne, Autriche, France), ainsi que des Partis communistes correspondants, pour commencer enfin à faire à l'échelle internationale ce que nous faisons en France : l'unité d'action. Nous n'avons pas encore de réponse officielle, mais notre proposition semble n'avoir pas été favorablement accueillie.

Et cependant il faut aller de l'avant dans la voie de l'unité d'action. Pour battre le fascisme qui déferle sur l'Europe, l'action commune dans tous les pays capitalistes est nécessaire.

Cela non seulement les communistes le pensent mais aussi les militants socialistes de notre pays ; il faudra bien si la classe ouvrière veut se sauver qu'elle ne se laisse pas maintenir en état de division et d'impuissance par des adversaires de l'unité d'action.

Au cours de ce premier anniversaire des événements de février nous pouvons regarder

avec fierté les succès de l'unité d'action dont notre Parti est le champion, nous devons aussi en établissant le bilan de ce qui a été fait, agir pour que demain plus qu'hier l'unité d'action soit l'action.

Avec ténacité, avec la volonté indomptable de pionniers du front unique, nous devons tout faire pour que partout l'unité d'action soit un fait en France et pour qu'à l'appel de nos camarades autrichiens se réalise enfin l'unité d'action internationale et est-il besoin de le dire, personne ne comprendrait que les camarades socialistes ne fassent pas avec nous les efforts nécessaires pour la faire aboutir. C'est l'action commune qui pardessus tout compte et rien ne doit arrêter ceux qui se sont fixés pour tâche de faire triompher l'unité d'action qui seule permettra de battre le fascisme.

« Les vaincus d'aujourd'hui seront les vainqueurs de demain, car la défaite est leur maître. Le prolétariat manque de tradition révolutionnaire et d'expérience.

Et c'est seulement au cours de tentatives concrètes, d'erreurs juvéniles, de coups pénibles et de défaites, que le prolétariat acquerra l'éducation pratique garantie du succès futur. Pour les forces vitales de la révolution dont la poussée ininterrompue constitue la loi naturelle du développement de la société, la défaite signifie stimulation. Le chemin de la victoire va à travers une succession de défaites. »
(Liebknecht)

lesmaterialistes.com

Résolution pour l'unité de la classe ouvrière et le développement du Front populaire, Parti Communiste SFIC, juin 1935

Les élections municipales et les élections au conseil général de la Seine ont marqué une avance importante de la classe ouvrière et un large développement du Front populaire, tant à la ville qu'à la campagne.

Les forces réactionnaires et fascistes, qui étaient parvenues à maintenir leurs positions lors des élections cantonales en octobre dernier, accusent un recul certain.

Ces succès sont avant tout le résultat de la politique unitaire et de rassemblement de la population laborieuse poursuivie inlassablement par notre Parti et de sa lutte efficace pour le pain, la paix et les libertés démocratiques.

L'unité de la classe ouvrière qui parvient à surmonter une à une les difficultés est en progrès.

Durant cette dernière période l'attestation en est donnée par les nombreuses manifestations uniques qui se sont déroulées à travers le pays, plus particulièrement le 1er mai, par le magnifique défilé unique devant le Mur des Fédérés, par le rapprochement toujours plus intime des ouvriers et organisations confédérées et unitaires, par la fusion au sein d'une seule organisation syndicale des cheminots d'Alsace-Lorraine, par la progression des voix unitaires aux élections de délégués du personnel sur les réseaux du Nord et de l'État où la résistance des chefs confédérés à l'unité syndicale est la plus vive.

Les succès du Front populaire inquiètent la bourgeoisie qui n'abandonne pas ses plans fascistes et persévère dans sa politique qui tend à faire supporter aux travailleurs, à toutes les petites gens, tout le poids de la crise économique et financière qui s'aggrave.

Les spéculateurs et les pillards de l'épargne mènent une attaque violente contre le franc. Les dévaluationnistes poursuivent leur

propagande néfaste. Au lieu de prendre des mesures énergiques contre ces ennemis de la nation laborieuse, les gouvernants réclament les pleins pouvoirs pour développer, au moyen des décrets-lois, une politique de spoliation du peuple travailleur.

Les compagnies de chemin de fer, les spéculateurs et les marchands de canons qui poussent à la guerre et alimentent la propagande des hitlériens français, sont les véritables responsables du déficit budgétaire.

La défense de la paix

Le Comité central du P.C.F. Se félicite d'avoir bien servi la cause de la paix en luttant pour le pacte d'assistance mutuelle, dont la signature constitue, dans l'état actuel de l'Europe, la meilleure garantie de paix contre l'hitlérisme, principal fauteur de guerre, ennemi le plus dangereux de la sécurité des peuples. Mais il convient d'exercer une vigilance extrême, d'autant plus que la politique du ministère des Affaires étrangères, sous la direction de Laval, est un encouragement aux ennemis de la paix.

Le peuple de France a approuvé les efforts déployés par l'Union soviétique pour la sauvegarde de la paix, Il exige l'application loyale du pacte d'assistance mutuelle. Le Parti communiste continuera, sans répit, sa lutte pour la paix, pour assurer la défense du peuple de France qui ne veut pas de la guerre.

Il continuera d'apporter à l'Union soviétique son soutien inconditionné et à agir, au cas où une agression militaire se produirait contre l'U.R.S.S., pour la défaite de l'agresseur. Le Comité central du P.C.F. Approuve sans réserve la déclaration du camarade Staline, chef du prolétariat mondial, comme absolument

conforme aux intérêts de la paix. Il approuve la déclaration du bureau politique, du 17 avril 1935, stipulant :

« Qu'aussi longtemps que l'armée est entre les mains de la bourgeoisie, elle peut être utilisée comme instrument d'oppression contre les travailleurs de France et contre les peuples coloniaux, pour mener une guerre de brigandage impérialiste et pour servir éventuellement à une agression antisoviétique.

C'est pourquoi le Parti communiste persiste dans son refus de voter les budgets de guerre et combat le retour aux deux ans et le maintien à la caserne du contingent libérable.

C'est pourquoi nous luttons pour écarter de l'armée les officiers fascistes ou réactionnaires.

C'est pourquoi nous luttons vigoureusement contre les excitations chauvines des bandes fascistes, dont la plupart des dirigeants sont liés avec Hitler. »

Sur le chemin de l'unité

La gravité de la situation, les dangers qui pèsent sur l'ensemble des travailleurs des villes et des campagnes exigent du Parti communiste des efforts toujours plus grands pour continuer à développer et organiser pratiquement le Front populaire. En appliquant les décisions du Comité central qui ont abouti à la réunion des groupes de gauche, en formulant des propositions concrètes correspondant aux vœux du pays, la fraction parlementaire a contribué au développement du Front populaire.

Au mépris de la volonté du pays, exprimée les 5, 12, 26 mai et 2 juin, les ennemis du peuple veulent pratiquer une politique de pleins pouvoirs afin d'écraser les masses travailleuses.

Le Parti communiste poursuivra, sans répit, son activité pour que l'unité d'action qui a déjà tant donné à la classe ouvrière, qui a, aux dernières élections, assuré l'échec de nombreux réactionnaires et fascistes, puisse se manifester avec toute la force nécessaire et poursuivre sa marche en avant jusqu'à la constitution du parti unique du prolétariat.

Le Comité central est heureux de constater que les contacts entre ouvriers communistes et socialistes sont toujours plus étroits et plus fraternels.

C'est la bonne méthode qui permettra au pacte d'unité d'action, dont les bienfaits pour la classe ouvrière sont inappréciables, de donner toute sa mesure.

Les incidents minimes et localisés qui peuvent se produire (Puteaux, Suresnes, etc...) ne peuvent en rien atténuer la vigueur de l'action commune et fraternelle des ouvriers socialistes et communistes, ni ralentir son développement. A plusieurs reprises le Parti communiste a suggéré des réunions communes entre sections socialistes et rayons communistes, pour discuter des problèmes de l'unité organique et permettre à la base des deux partis d'apporter sa contribution à l'édification du parti unique. Cette méthode apparaît la meilleure.

Les réunions communes à la base seraient de nature à permettre, dans un délai assez rapproché, la tenue d'une conférence nationale qui déciderait de la convocation du congrès d'unification.

Soucieux de tout mettre en oeuvre pour atteindre ce but, le Comité central décide la publication d'un projet de charte pouvant servir de base à la discussion pour l'unité politique de la classe ouvrière. Il se réjouit des résolutions adoptées par de nombreuses fédérations socialistes en prévision du congrès du Parti socialiste de Mulhouse et qui affirment la nécessité de développer l'unité d'action et de marcher hardiment à la réalisation de l'unité organique.

Le Parti communiste, avec toutes ses organisations, poursuivra son travail de rapprochement auprès des travailleurs radicaux. Il estime nécessaire, et il s'y emploiera, que les contacts établis sur le plan parlementaire aient leur prolongement dans les villes et les villages de France dans le but d'opérer de larges rassemblements populaires, durables et fraternels, pour l'action commune qui garantira

les intérêts du peuple, ses libertés et la paix.

La défense du pain des travailleurs

La menace des pleins pouvoirs et des décrets-lois met en relief l'importance de la lutte pour le pain.

Les communistes, qui ont su remporter de grands succès dans la lutte antifasciste et pour la défense de la paix, doivent se tourner avec plus d'allant vers la défense des revendications immédiates de toutes les couches de la population laborieuse et vers le travail syndical. C'est là une des conditions essentielles du développement du Front populaire et de son succès sur le capitalisme et ses bandes fascistes. Le Front populaire aurait une ampleur bien plus considérable, il deviendrait invincible si, par la réalisation de l'unité syndicale, était assurée l'unité d'action des ouvriers dans les entreprises et les bureaux de pointage. La classe ouvrière se demande pourquoi l'unité syndicale tarde tant à se réaliser.

Les communistes soutiennent toute action pour l'unité syndicale, c'est pourquoi ils doivent appuyer avec plus de vigueur encore l'action de la C.G.T.U, pour renverser les barrières qui s'opposent, de par la volonté de certains dirigeants de la C.G.T., à la réunion, au sein d'une seule centrale syndicale, de l'ensemble de la classe ouvrière.

Ils doivent contribuer à accélérer par tous les moyens les fusions à la base, la constitution et le développement des syndicats uniques et le renforcement massif des syndicats unitaires qui constituent la force principale d'unité syndicale. En tant que syndiqués actifs il est du devoir des communistes, en respectant scrupuleusement la démocratie syndicale et l'indépendance des syndicats, d'œuvrer avec initiative, intelligence et persévérance à l'élaboration des cahiers de revendications, des contrats collectifs de travail et de suggérer, en travaillant à leur application, les méthodes d'action capables de les faire triompher.

Le Parti communiste, qui lutte pour l'unification

des forces de la classe ouvrière, est décidé aux plus grands sacrifices pour que les adversaires de l'unité syndicale n'aient aucun prétexte, même injustifié, pour retarder encore l'heure de la réalisation de l'unité syndicale.

Le front populaire doit organiser la défense des revendications des masses paysannes.

Les communistes doivent entrer en contact avec les diverses organisations quelle que soit leur étiquette et grouper des paysans et leur faire des propositions d'action revendicative qui s'inspirent du programme du Front populaire.

Les municipalités communistes ont pour tâche essentielle la défense des intérêts de la population laborieuse de leurs cités. Elles doivent aider au groupement de toutes les victimes de la crise économique dont le capitalisme est seul responsable. Elles ne sauraient remplir cette mission sans apporter un concours absolu et dévoué aux actions économiques et politiques des travailleurs.

Le Comité central se félicite que des milliers de travailleurs se soient rassemblés sous le drapeau du communisme. Le renforcement numérique du Parti et de ses cadres sont les conditions préliminaires qui lui permettront de jouer son rôle avec succès dans le Front populaire et le développement ultérieur de la situation.

Nous devons donc rassembler encore des milliers de nouveaux combattants sous notre drapeau.

Le Comité central salue les milliers de jeunes qui, pour se défendre, ont rejoint les rangs de la jeunesse communiste. Tous les amis de la paix et de la liberté sont heureux de voir que des couches toujours plus larges de jeunes travailleurs se rangent aux côtés de leurs frères adultes pour la bataille commune.

Vive le gouvernement ouvrier et paysan !

Le Comité central du P.C.F. Souligne, une fois de plus, que seulement un gouvernement ouvrier et paysan, seulement la République

française des Soviets, organe de la dictature du prolétariat, qui est le régime du plein épanouissement de la démocratie, pourra mettre fin à la crise économique, assurer au pays l'ordre, la prospérité, le bien-être, la liberté et la paix, en même temps qu'il réduira les ennemis du peuple à l'impuissance.

En poursuivant ce but, le Comité central pense que dans le moment présent il y a place en France pour une politique tenant compte de la volonté populaire.

Le peuple de France n'a pas besoin des Tardieu, des Flandin, des Laval. Il veut qu'on fasse payer les riches, qu'on défende le franc menacé, qu'on prenne contre les spéculateurs les mesures répressives qui s'imposent, qu'on assure la défense des libertés démocratiques, de la laïcité, le désarmement et la dissolution des ligues fascistes, la défense de la paix dans le développement de la collaboration loyale avec l'Union soviétique.

Le Comité central déclare à nouveau que les communistes soutiendront dans les assemblées électives et dans le pays, toutes les mesures conformes aux intérêts du peuple. Les communistes agissent ainsi parce qu'ils n'ont pas d'autres intérêts que ceux du peuple, parce qu'ils ne poursuivent pas d'autres buts que ceux conformes aux aspirations et à la volonté des travailleurs.

Le Parti communiste de France qui, en luttant sous le drapeau de l'Internationale communiste, en collaboration fraternelle avec les travailleurs socialistes ainsi que les travailleurs de toutes tendances, a fait reculer le fascisme dans notre pays, est décidé à mettre tout en œuvre pour rendre plus vivante et plus forte l'unité d'action, pour dresser dans tout le pays un vaste Front populaire du travail, de la paix et de la liberté, qui assurera la victoire des travailleurs de France et les acheminera vers le triomphe de la cause des travailleurs.

Les armements des ligues fascistes, Lucien Sampaix, octobre 1935

Depuis le 6 février 1934 les ligues fascistes ont fait de gros efforts pour perfectionner et renforcer leur armement. Les temps sont révolus où les camelots du roi et leurs amis montaient à l'assaut du Palais Bourbon armés de cannes emmanchées de lames de rasoir ! Désormais les fascistes ont beaucoup mieux et beaucoup plus. Nous assistons actuellement à l'armement systématique, avec les engins les plus modernes et les plus perfectionnés, des sections d'assaut des fascistes français et à la constitution de dépôts d'armes à peine clandestins puisque constitués bien souvent au su du gouvernement et de la police. Voilà plus d'un mois que l'Humanité mène une campagne pour dénoncer ces armements et il nous semble utile de récapituler ici les premiers

résultats de nos investigations – résultats qui déjà montrent amplement le danger.

Des obusiers, des mitrailleuses

Une de nos premières découvertes fut, le 20 août – et grâce aux renseignements fournis par des camarades du bâtiment – un véritable dépôt d'armes en plein cœur de Paris.

Un officier de réserve, le Croix de feu Bessureau, avait emmagasiné dans sa cave, rue Garancière un obusier Brandt et une centaine d'obus à ailettes.

On sait que l'obusier Brandt, dont la courte trajectoire permet au projectile de passer par-dessus les maisons et de retomber dans une rue voisine, est une arme de guerre civile, une

arme de combat de rues, par excellence.

Or, il fallut une campagne de trois jours dans l'Humanité et l'Oeuvre, pour contraindre la police à saisir ces dangereux engins. Peu après, à la suite d'une dénonciation anonyme, une mitrailleuse en état de marche était saisie, au cours d'une perquisition, chez un royaliste de Gien, l'armurier Pillé.

Ce n'est pas la seule arme de ce genre qui se trouve aux mains des fascistes. C'est ainsi que l'Humanité a dénoncé le dépôt d'armes constitué à 6 kilomètres de Dieppe au château de Gaillefontaine, par le marquis des Roys, royaliste notoire.

Ce château détient notamment une mitrailleuse neuve, marque Hotchkiss, n° matricule 17.850.

A Paris, un Croix de feu, colonel de réserve et directeur d'une importante firme, détenait lui aussi dans la cave de son immeuble du boulevard des Batignolles, deux mitrailleuses Hotchkiss, à l'état de neuf et qui, plus est, accompagnées de créneaux de protection. Toujours en prévision des combats de rues...

Bien entendu, nous ne citons que ce qu'il nous a été permis de vérifier jusqu'à présent, mais nous avons en mains des documents qui nous prouvent que des dépôts de mitrailleuses existent également en province.

D'où viennent ces mitrailleuses ? Qui les fournit ? Il ne s'agit pas là d'armes de contrebande. Ces engins de guerre sont fabriqués en France et mis directement entre les mains des fascistes. A ce sujet, nous avons signalé dans l'Humanité que des mitrailleuses Hotchkiss sortaient d'une usine de Saint-Cloud – les pompes Guinard - soigneusement emballée dans des caisses de vermicelle... Est-ce pour l'armée ou bien une partie de ces armes est-elle destinée à pourvoir les fascistes ?

De toutes façons, nous savons que le patron de cette usine est un Croix de feu et qu'il peut mettre instantanément des dizaines de mitrailleuses à la disposition des troupes du colonel de La Rocque. Sans doute n'est-il pas le seul dans ce cas.

Enfin, le 21 septembre, seize caisses de mitrailleuses Hotchkiss entrant en fraude dans Paris, étaient découvertes par une brigade mobile de l'octroi. Détail curieux : ces caisses expédiées de France avaient été faire un tour à Lisbonne pour rentrer ensuite à Paris en passant par le Havre.

Voici qui rappelle singulièrement, n'est-ce pas, les 26.000 kilos d'armes et de munitions Brandt expédiés au Paraguay et que l'on retrouve quelques mois après au Havre ! Mais les caisses ne contenaient plus que du sable et des pavés. Des autos-mitrailleuses, des mitraillettes, des canons de campagne

Le 29 août, l'envoyé spécial de Paris-Midi au Havre, communiquait à son journal l'information suivante, concernant la découverte d'une automitrailleuse par un douanier :

« La carrosserie de la voiture était blindée par des plaques de 4 millimètres d'épaisseur, plaques qui recouvraient tout l'intérieur de la carrosserie, du capot, etc. Et mieux que cela, à l'intérieur des affûts de mitrailleuses étaient disposés. Le douanier venait de découvrir la première voiture limousine, auto-mitrailleuse, importée en France. » En fraude naturellement. Et notre enquête nous permit d'établir que cette automitrailleuse était arrivée au nom de M. Hermann du Pasquier, président de la Chambre de Commerce du Havre... Bien entendu, ce M. Hermann du Pasquier n'a pas été arrêté ! Combien d'auto-mitrailleuses de ce genre ont été ainsi introduites en France et qui serviront contre les travailleurs ?

Mais voici à présent un autre genre d'armes. Le 21 août, Paris-Midi posait cette question :

« *Qu'est devenu le wagon rempli de mitraillettes qui venait d'Hadesberl voici seulement six mois. Qu'est-il devenu ? À qui était-il destiné ?* » Destiné aux fascistes, bien sûr ! Et depuis nous avons appris que le contenu de ce wagon, déchargé au Havre, avait été transporté à Paris.

Mais il n'était pas seul ! car le 2 septembre le même journal publiait cette nouvelle information :

« Depuis un mois quatre wagons au chargement compromettant circulent de gare en gare en passant par Le Havre... » Ces wagons étaient, eux aussi, chargés de mitraillettes et la police ne s'est pas souciée de rechercher ces arsenaux ambulants qu'il était pourtant facile de retrouver puisqu'elle connaissait les numéros des wagons suspects et leur dénomination d'origine.

Enfin, après les mitraillettes, voici encore de nouveaux engins. Voici ce qu'écrivait Paris-midi : Le 31 août, Paris-Midi racontait à ses lecteurs une des dernières histoires de contrebande. Elle est courte, mais ne manque pas de saveur.

« Savez-vous sous quelle dénomination ces messieurs faisaient passer en fraude les canons, les petits canons de campagne. Sous celles d'articles de ménage ! »

Ainsi la presse bourgeoise avouait elle-même l'introduction en France – et en fraude – d'auto-mitrailleuse, de wagons de mitraillettes et de canons de campagne. Voilà n'est-il pas vrai, un solide armement de guerre civile.

Les munitions en masse

Pour tout cela il faut des munitions, c'est évident. Là aussi s'est établi un véritable trafic. En premier lieu ce fut la substitution, en sable et en pavés, de 310 caisses de matériel Brandt. Ces 310 caisses contenaient 25.000 kilogrammes d'armes et de munitions. La police n'a rien fait pour retrouver ces 25 tonnes de matériel Brandt. Or l'affréteur Auby, à qui fut livrée la commande, est président d'une ligue d'officiers de réserve de la « Marine royale ». Et Auby est Croix de feu, ami du colonel de la Rocque. Après cela il est aisé de comprendre où son passé ces 25.000 kilos d'obusiers et de munitions Brandt.

Peu après nous découvrons une affaire de grande envergure elle aussi : 201 caisses de munitions étaient transportées le 2 août de Rouen à Haubourdin...

Le 6 août, un transport semblable était effectué de Rouen à Amiens... Là encore, la police n'ignorait rien puisque le commissaire spécial de Rouen, le policier Solassol avertissait

par télégramme du départ du premier envoi, une personnalité d'Haubourdin. Depuis, malgré les précisions fournies par l'Humanité, aucune perquisition n'a été effectuée. Partout s'affirmait donc la même complicité. Ces munitions sont allées grossir les dépôts clandestins des organisations fascistes. Ajoutons qu'en dehors de ces dépôts ainsi constitués, les fascistes – ou tout au moins certains d'entre eux – sont abondamment pourvus !

C'est ainsi que le prince Murat, habitant 102, rue de Miromesnil à Paris, détenait dans sa cave, il y a quelques mois, une vingtaine de caisses de balles explosives : chaque caisse contenait mille de ces cartouches.

Depuis, le prince Murat a fait sans doute une répartition de ces munitions puisqu'il ne lui reste plus que mille de ces cartouches. De quoi, tout de même, faire quelques vides dans les rangs ouvriers !

Contrebande organisée

Pour organiser un tel trafic, les ligues fascistes ont fait appel aux meilleurs spécialistes de la contrebande. C'est ainsi que de la Rocque utilisa ces flibustiers de la fraude.

Carbone, le gangster marseillais, est entré aux Croix de feu. Or, Carbone est un des principaux organisateurs de la contrebande en France. Et le colonel l'a pris à son service non pas – on s'en doute - pour ravitailler les Croix de feu en cigarettes ou en poteries, mais bien pour ravitailler en armes de tous genres ses sections d'assaut. Il est bien difficile de chiffrer le montant des armes introduites en contrebande. Là encore nous voulons nous en tenir à une appréciation qui n'est pas celle d'un militant communiste. Dès le début de l'enquête sur les fraudes fiscales du Havre, le directeur des douanes lui-même a annoncé qu'il y avait 128 millions de fraudes. Immédiatement la presse bourgeoise a affirmé qu'il s'agissait là de lampes de T.S.F.

Or, M. Plantagenest, expert-comptable de l'Etat, qui enquête sur cette affaire, a établi

que le trafic des lampes n'atteignait que trois millions de francs.

Il reste donc 125 millions de francs – chiffre avoué rien que pour le Havre – qui sans aucun doute ont été consacrés, pour la plus grosse part, au trafic des armes.

Dans la Somme, les Croix de feu se sont également abouchés avec des contrebandiers professionnels qui passent des armes de Belgique. Enfin, signalons qu'à Paris-même, des gangsters ont proposé à certains dirigeants d'organisations, de leur fournir des pistolets automatiques en quantité presque illimitée.

Bien entendu il est certain que ces gangsters liés à la police ne manquent pas de faire des offres de service à des camarades du Parti ou des organisations antifascistes dans un but évident de provocation. Le munitionnaire Brandt, lui non plus, ne reste pas inactif. En dehors des 25.000 kilos de matériel de guerre si habilement subtilisés, nous pouvons affirmer qu'un trafic clandestin a lieu.

Par exemple le 27 mars dernier, deux camions de munitions camouflés, évidemment, quittaient l'usine Brandt en direction de Rouen.

Ce trafic est si nettement établi, que le journal la Liberté (n° du 26 août) prévoyait l'inculpation de Brandt le munitionnaire. Cette inculpation n'a pas eu lieu ! Car n'est-ce pas Weygand lui-même, alors président du Conseil supérieur de la guerre, qui imposa Brandt au ministère de la Guerre, comme fournisseur de l'armée ? D'autre part le ministre actuel de la Guerre, le colonel Fabry, n'a-t-il pas chez Brandt un de ses hommes de confiance, un certain capitaine Rank, à qui il fit quitter l'armée pour le faire entrer chez le munitionnaire ?

La chaîne, du gouvernement aux Croix de feu, en passant par les fournisseurs d'armes, est ainsi continue.

Les escadrilles d'aviation Croix de feu

Les Croix de feu ont également fait un très gros effort dans le domaine de l'aviation. Chacun se souvient de la démonstration d'Alger ou de la

Rocque passa en revue une escadrille de trente avions Croix de feu.

Ces 30 avions ne sont qu'une même partie de la véritable flottille de l'air dont peuvent disposer les Croix de feu qui ont en réalité mis la main sur une grande partie de l'aviation civile. Ceci appelle quelques explications.

En France existe tout un réseau d'aéro-clubs de tourisme (plus de 200 aéro-clubs sont répartis sur le territoire). Or, les Croix de feu ont réussi à prendre la direction de ces centres d'aviation et nos camarades des différentes régions feraient bien, à ce sujet, de se livrer à une enquête approfondie.

Nous citerons quelques exemples seulement : Deux des aéro-clubs les plus importants sont dirigés par des Croix de feu. Le premier est l'aéro-club d'Auvergne qui est dirigé par le Croix de feu Gilbert Sardier et par Sandral, président d'une section de Croix de feu. Le second est l'aéro-club du Rhône, dont le vice-président n'est autre que le Croix de feu Burlaton, arrêté récemment en Roumanie pour contrebande.

A Fez, l'aéro-club est dirigé par le Croix de feu Thumay. A Marrakech c'est le Croix de feu Ducolombier qui préside aux destinées de l'aéroclub, cependant que le Croix de feu Caillat dont le fils est « volontaire national » dirige celui de Meknès. Rayonnant sur tous ces aéro-clubs et coordonnant leur activité, on trouve l'aéro-club de France – organisme central dont le président est le colonel Watteaux, Croix de feu.

De l'avis de tous les milieux aéronautique, cet aéro-club de France dont la direction est ultra-réactionnaire, est plus puissant que le ministère de l'Air lui-même, dont les services ne font rien, en général, sans l'avis, sinon l'autorisation de dirigeants de l'aéroclub de France. De plus, le moindre incident est parfois révélateur. C'est ainsi, par exemple, que la pseudo-agression du docteur Dupéchez, à Sens, nous a révélé que celui-ci était Croix de feu et qu'il disposait de son avion personnel.

De la Rocque organise méthodiquement son aviation de guerre civile dont les aviateurs

Mermoz et Détrouyat semblent avoir pris la direction.

Une « Amicale de l'aéronautique » a été constituée. De plus, les Croix de feu font preuve d'une grande activité dans « l'Association des officiers de réserve de l'aéronautique », association à tendances nettement fascistes qui, par l'entremise du capitaine Heurteaux, Croix de feu et collaborateur du général Denain, dispose de gros moyens d'action au ministère de l'Air.

On le voit, l'aviation Croix de feu est bien une réalité. C'est, en fait, une véritable armée de l'air, avec ses aérodromes que la Rocque a déjà institué.

Ajoutons à cela que les Croix de feu ont une école de pilotage à laquelle sont déjà inscrits une centaine de volontaires nationaux.

Les complicités du ministère de l'Air

Toute facilité est d'ailleurs accordée aux fascistes pour organiser leur aviation. Non seulement ils rencontrent l'aide de certains constructeurs – en particulier Potez, Renault et Leyat-Jacquemain (ce dernier pour la fourniture d'avionnettes), mais encore le ministère de l'air accorde des subventions aux acheteurs d'avions. Un décret du 15 août, pris par le général Denain, ministre de l'Air, accorde une prime de 40 % du montant du prix d'achat des avions de tourisme. Pour un avion coûtant 35.000 francs, l'acheteur reçoit donc du ministère de l'Air une prime de 14.000 francs.

Il va de soi que les travailleurs ne peuvent se payer d'avion de 35.000 francs et quand bien même ! Le général Denain a pris toutes ses précautions en spécifiant, dans son décret, « que les primes seront attribuées dans la limite des crédits disponibles ».

Cela signifie, en bon français, que les primes de 40 % seront attribuées après examen sérieux des opinions politiques du postulant. A ceux dont les opinions seront contraires aux volontés du ministère de l'Air, il sera aisé d'opposer la pénurie de crédits pour refuser la subvention.

On sait que le général Denain est acquis à de la

Rocque avec lequel il banquetta à Lyon.

Il a commencé par chasser de ses services les officiers républicains, tels le colonel Lacolley, qui assumait la direction du personnel et contrôlait l'avancement ; le général Berger, directeur du matériel et l'ingénieur Demanoy, directeur des constructions aéronautiques. Par contre, le ministère de l'Air a pris comme chef de cabinet un fasciste notoire, Siscard d'Estaing, dont le frère est un des manitous des moteurs Lorraine. D'où une commande importante de Potez-54 à moteurs Lorraine, car la politique ne fait pas oublier les affaires. Un autre collaborateur du ministre est le colonel Davet, Croix de feu ayant aussi des attaches à l'Action Française. Un troisième collaborateur de Denain est le capitaine Croix de feu Testard. En fait, le ministère de l'Air est entre les mains des hommes de confiance du colonel de la Rocque.

Avions de contrebande

Le 3 août une dépêche de l'Agence Radio venant de Modane, signalait le fait suivant :

« A l'arrivée d'un train de marchandises italien, en gare de Modane, hier, trois wagons spéciaux, pour le transport des autos et des avions, affectés provisoirement au rapatriement des œuvres inestimables provenant de l'exposition des arts italiens à Paris, figuraient dans la composition du convoi, avec la mention « vide, destination Paris. » Malgré ces indications, le douanier chargé de reconnaître le train à l'arrivée, voulut se rendre compte et fit ouvrir les wagons, deux sur trois contenaient des avions. »

Ces appareils sortaient des usines Fiat, de Turin. Donc la contrebande d'avions se fait au même titre que la contrebande de mitraillettes ou d'autos-mitrailleuses et l'Humanité a pu signaler - sans obtenir d'ailleurs de moindre démenti officiel ni la moindre... perquisition – que les fascistes avaient institué, dans des souterrains près de Pont-Audemer, des dépôts d'avions.

Liaison dans l'armée

Nous pourrions ajouter à tout cela, les

liaisons établies entre les fascistes et l'armée. De l'aveu même de M. Perrier, directeur des renseignements généraux à la Préfecture de Police, les Croix de feu ont réussi à noyauter les cadres de l'armée et à créer des « groupes de garnison » parmi les officiers d'active. D'autre part, de nombreux élèves des grandes écoles militaires (Saint-Cyr, Polytechnique et Navale) ont donné leur adhésion aux « Volontaires Nationaux ». Au cours d'une interview du député Paul Perrin – président de la Fédération des Officiers de réserve républicains – à l'Humanité, le député du 18^e a pu nous déclarer :

« Les fascistes jouissent dans les cadres de l'armée, de complaisances indiscutables. Le 6 Février 1934 des tanks dirigés de Versailles sur Paris, sont tombés en panne à mi-chemin. Certains officiers de chars d'assaut se sont vantés d'avoir participé à ce sabotage. »

Depuis le 6 Février 1934 l'effort des fascistes et surtout des Croix de feu, a été considérable pour gagner les cadres de l'armée. Et il est hors de doute que, dans ce domaine, ils ont obtenu des résultats importants qu'il importe de contrebattre au plus tôt par une propagande et une action inlassables pour la défense des revendications des soldats, des cadres subalternes, et aussi pour la défense des officiers républicains, brimés par un état-major fasciste. Le mot d'ordre : licenciement de l'armée des officiers fascistes, a plus que jamais toute sa valeur.

Des conciliabules ont réuni ces jours derniers divers représentants de ligues fascistes en vue de la création de sections d'assaut.

Subventions capitalistes

L'article paru dans l'Agence technique de la presse (n° du 25 septembre) est à ce sujet hautement significatif :

« Ces jours derniers, des conciliabules ont réuni, à plusieurs reprises, des représentants des trois « Ligues » : Front paysan, Croix de feu et Ligue des contribuables.

Sans doute, les Croix de feu n'étaient-ils pas

représentés officiellement par leurs chefs autorisés et peut-être même le colonel de la Rocque n'est-il pas au courant des tractations de plusieurs de ses lieutenants qui se flattent d'obtenir son acquiescement au moment opportun, mais ce qui ne saurait être contesté, c'est qu'un plan a été élaboré en vue d'une action commune des trois groupements précités et que ce plan a été soumis à l'approbation de M. Dubreuil-Lemaigre, président de la Ligue des contribuables .

Ce plan préconise la création de sections d'assaut groupant 50.000 hommes recrutés dans toutes les classes de la société, l'intensification de la propagande, au nom du Salut national et de la Salubrité publique, auprès des officiers de l'armée, et, dans le texte écrit de ce plan, figure qu'au cas où il viendrait à être réalisé, le Président de la République serait immédiatement gardé à vue » (...)

On avait fait grand état des Croix de feu, de leurs parades paramilitaires, de leurs rassemblements périodiques, de leur armement plus ou moins clandestin. Mais pour s'entourer d'ombre, l'action souterraine de la Ligue des contribuables n'en est pas moins dangereuse pour l'ordre public et le régime républicain. Sous le couvert de la défense des contribuables contre l'appétit du fisc ; comme au temps où la Ligue avait pour président le baron d'Anthouard et pour secrétaire général M. Large, la Ligue des Contribuables est, maintenant, une organisation d'opposition et, bien qu'elle se défende statutairement de toute intrusion dans la politique, on l'a vue récemment faire cause commune avec M. Dorgères, chef du Front paysan.

C'est qu'elle a trouvé en M. Dubreuil-Lemaigre un chef dont on aurait tort de méconnaître la verve et le cran. Co-propriétaire de la célèbre firme Les Huiles Lesieur, dont a dit que le chiffre d'affaires atteint annuellement 240 millions de francs, M. Dubreuil-Lemaigre, dont la part de bénéfices n'est pas mince, ancien combattant d'un courage éprouvé, d'un désintéressement incontestable, dispose d'une

caisse importante qu'alimentent, en dehors de ses dons personnels, les cotisations des quelque trois cent mille membres de la Ligue et les contributions bénévoles de ses pairs, grands « capitaines d'industrie ».

Une simple lettre de M. Dubreuil-Lemaigre à M. Pierre Thibaud, du Gibbs et de La Brosse, par exemple, et ce sont 10.000, 20.000, 50.000 francs qui tombent dans la caisse de la Ligue des Contribuables. »

Voilà, n'est-il pas vrai, quelques renseignements significatifs sur les subventions accordées aux ligues fascistes et sur l'activité de ces ligues.

Les provocations fascistes se multiplient

Dimanche 22 septembre, le colonel la Rocque faisait opérer à ses troupes une véritable rentrée de guerre civile. Une formidable concentration des Croix de feu et de Volontaires nationaux était opérée à Senlis et à Meaux. Des expéditions motorisées avaient amené de dizaines de départements les sections d'assaut du colonel. Cette mobilisation des Croix de feu a été une opération de grande envergure.

Le colonel-comte affirme que ses rassemblements ont groupé 150.000 hommes. Ces chiffres sont manifestement exagérés. Par exemple, la Rocque annonce 80.000 hommes au rassemblement de Meaux, or des renseignements sûrs nous permettent d'affirmer que 25.000 hommes ont participé à cette démonstration. Aussi, ce ne sont pas les chiffres discutables du colonel-comte qui retiennent aujourd'hui notre attention, mais bien plutôt les moyens de mobilisation rapide et la technique qui présidèrent à cette opération. Les moyens de mobilisation rapide : ce sont les centaines de cars, les milliers d'automobiles et de motocyclettes dont disposent les Croix de feu.

La technique : c'est d'une part, la préparation secrète de ces expéditions motorisées... Les adhérents Croix de feu sont convoqués sur des points déterminés, sans connaître le lieu du rassemblement définitif. Seul, l'état-major du colonel la Rocque connaît le lieu du rassemblement et l'itinéraire à suivre.

Ceci démontre amplement le caractère militaire de ces opérations.

D'autre part, à ce rassemblement de Meaux participèrent les sections Croix de feu de tous les départements environnant la capitale. La mobilisation s'effectua à 200 kilomètres à la ronde, en Normandie, dans l'Eure, le Loiret, en Champagne, dans la région troyenne, etc., et, par des itinéraires soigneusement choisis, les longues colonnes motorisées convergèrent vers Paris, en l'occurrence représenté par la forêt de Senlis.

Cette démonstration montre que le plan du colonel de la Rocque consiste à jeter toutes ses troupes d'une vaste région sur un point déterminé, et à une heure choisie à l'avance.

Tactique militaire ! Tactique du coup de force brutal et organisé dans ses moindres détails.

De semblables opérations se déroulèrent en province. Un double rassemblement dans le Nord, 5.000 hommes près d'Arras, 2.000 près de Boulogne. Rassemblement dans la banlieue de Marseille, avec 5.000 participants.

Rassemblement régionaux dans la Manche, la Meuse, la Loire, les Basses-Pyrénées, l'Hérault, le Calvados, l'Algérie, etc. Partout la même tactique ! les sections alertées et munies de vivres se rendaient à un point déterminé où les prenaient les autos, les cars pour les diriger sur les lieux de rassemblement inconnus des adhérents.

Cette tactique peut permettre ainsi au colonel de la Rocque de jeter ses troupes, à un moment donné, sur une grande cité industrielle et sur des centres décisifs.

A la même date, nous apprenions qu'à Paris les « Jeunesses patriotes » se préparaient pour une action prochaine. C'est ainsi que dans la 9^e section des J.P. Notamment, nous sommes informés que les groupes de combat viennent d'être reconstitués sur de nouvelles bases et que chaque membre de ce groupes a été avisé qu'il disposerait, au moment opportun, de telle ou telle arme, la distribution de ces armes devant être faite au moment décisif.

Ces groupes de combat se sont d'ailleurs exercés

depuis quelques semaines. Les agressions fascistes se sont multipliées au cours de ces deux derniers mois et il semble qu'il s'agit bien d'un plan d'agression systématique.

Dans la première semaine d'août, les J.P tirent sur la foule dans une assemblée populaire, à Paris, rue de la Réunion (20°). A Oran, les Volontaires nationaux tirent des coups de feu sur les travailleurs. Deux jours après à Bry-sur-Marne, les fascistes blessent quatre ouvriers.

Le 14 août, à Ormesson, les provocateurs fascistes tentent un coup de main sur la mairie, siège d'une municipalité communiste. Surpris ils tirent. Précédemment ils avaient saccagé les préparatifs d'une fête populaire à Ormesson.

A Sainty (Seine-et-Oise), les fascistes viennent la nuit du 16 au 17 août et se livrent à des actes de vandalisme. Ils tentent d'arracher des oriflammes rouges.

Dans l'Ile d'Oléron, ils s'attaquent à la colonie de vacances de la municipalité communiste de Bagnolet.

Dans la nuit du 3 septembre, les fascistes s'enhardissent, s'attaquent à la Maison du Parti, 120, rue Lafayette, et enlèvent un drapeau rouge cravaté de crêpe, placé à l'occasion de la mort d'Henri Barbusse. La nuit du 4 au 5 septembre, c'est le saccage de la Maison du Peuple d'Argenteuil et de la Maison des Syndicats de Levallois, cependant qu'à Valmondois (Seine-et-Oise), des Croix de feu tirent sur des travailleurs.

Le 14 septembre, c'est à Blanc-Mesnil que les fascistes saccagent les préparatifs d'une fête populaire ; le 15 ils opèrent à Bagneux où les ouvriers leur donnent la chasse.

Le lendemain ils brisent les vitres de la devanture d'un magasin de la Bellevilloise, place du Combat à Paris.

La complicité de Laval

De ces agressions, nous en passons ! elles sont trop nombreuses pour être toutes relatées.

Mais il apparaît que les bandes fascistes opèrent

toute une série d'attaques contre les sièges des organisations révolutionnaires et contre les municipalités communistes.

C'est une sorte d'exercice d'entraînement avant une attaque plus généralisée.

Loin de réprimer ces agressions, les Tribunaux acquittent avec félicitation les vandales fascistes. C'est ainsi que le tribunal de Villeneuve-Saint-Georges a acquitté des fascistes qui avaient saccagé les préparatifs d'une fête populaire, « attendu, dit le jugement, qu'on ne saurait voir dans cet acte faisant cesser une exhibition contraire à la loi d'un emblème révolutionnaire, une contravention à d'autres règlements ».

Ce jugement est une prime à la provocation fasciste contre nos municipalités et les sièges de nos organisations.

En même temps, Laval, qui autorise et favorise les expéditions motorisées des Croix de feu opère toute une série de coups de force contre nos municipalités.

Sur les injonctions des fascistes, il suspend les maires de Chelles, d'Argenteuil et de différentes municipalités communistes. Il fait arbitrairement annuler les élections municipales de Fresnes et de Colombes et interdit l'usage des locaux municipaux pour les meetings du Front populaire.

L'offensive de Laval contre les libertés municipales se conjugue admirablement avec les attaques à main armée des fascistes contre les municipalités ouvrières.

Front populaire

Déjà les municipalités communistes ont organisé un système de défense et ont pris toutes dispositions utiles pour appeler la population laborieuse à s'opposer à toute attaque fasciste. Mais nous ne pouvons oublier que les ligues fascistes disposent d'un matériel considérable de guerre civile.

Camions, autos et motos leur permettent des raids rapides et brusques et leur armement est des plus perfectionné. Un tel armement constitue de toute évidence un immense danger pour les travailleurs. Et à nouveau certains émettent l'opinion qu'à ces dépôts d'armes fascistes, il faut

répondre par l'armement de groupes de combat chez les travailleurs.

Nous ne reviendrons pas sur ce qu'a de dangereux une telle conception de « groupes armés », conception qui n'a absolument rien de commun avec l'armement du prolétariat.

Tout d'abord, nous ne répéterons jamais trop que le trafic des armes, la contrebande, la constitution de dépôts ne se fait en général qu'avec la complaisance et la complicité de la police.

Nous avons prouvé que la Sûreté nationale n'ignorait rien des dépôts d'armes fascistes.

Il en serait de même des dépôts d'armes constitués dans nos rangs. Que la police laisse constituer quelques dépôts semblables par des groupes d'ouvriers ou par des « milices », c'est chose possible, car elle saurait les « découvrir » au moment opportun et en faire une arme de guerre contre les organisations révolutionnaires. Ce serait là le coup classique de la provocation.

D'ailleurs, quelques revolvers, quelques mitrailleuses même est-ce suffisant pour assurer la victoire définitive du prolétariat ? A cette conception, les communistes doivent opposer en premier lieu la pratique de la conquête de l'armée. Pour battre le fascisme, il faut renforcer notre propagande chez les jeunes et passer à une défense résolue des revendications des soldats.

D'autre part, nous pensons qu'il est utile de rappeler l'article paru le 28 janvier, dans l'Humanité :

« L'armement du prolétariat, il est – sans insister sur l'armée – dans les usines. C'est de la puissance de notre parti, c'est de son activité dans les entreprises qu'il dépend.

L'armement du prolétariat, il s'appelle Renault, Hotchkiss, Gevelot, Lioré-Olivier, par exemple.

L'armement du prolétariat, il s'appelle Puteaux, Saint-Etienne, Châtellerault, Bourges, Toulon...

Il s'appelle aussi Cars Citroën, Cars Renault,

S.T.C.R.P. Il y a deux mois, quand, au moment de la chute de Doumergue, l'état-major du gouvernement militaire de Paris a craint une action ouvrière contre un nouveau 6 février fasciste, quel est l'un des points qu'il a fait immédiatement occuper militairement ? L'usine Hotchkiss, à Levallois.

Quand ils, ont pris le pouvoir aux Asturies, où donc, en dehors de leur armement individuel primitif – quelques pistolets et quelques fusils de chasse chargés à chevrotines – les ouvriers espagnols ont-ils pris de quoi armer le prolétariat ? Dans les usines. Ils y trouvèrent même des fusils d'un nouveau modèle inconnu encore de la majorité de l'armée !

Avec des camions et quelques plaques de blindage, ils sont même arrivés à faire des tanks. » (...)

« Contre le fascisme – dans la période actuelle – action de masse, auto-défense de masse, pour le désarmement et la dissolution des ligues fascistes.

C'est à l'usine, par le développement de notre parti dans la lutte pour les revendications immédiates, que se prépare la lutte décisive contre le fascisme et que s'organise la prise du pouvoir. »

Certes, il faut organiser et renforcer la défense populaire et à cela, nos municipalités doivent y veiller avec soin. Mais l'effort principal, urgent, c'est de renforcer partout le Front populaire. Les fascistes reculeront une fois de plus lorsqu'ils seront assurés que le bloc contre eux sera plus compact, plus massif et plus uni que jamais.

Les communistes doivent donc tout mettre en oeuvre pour que soit tenu le serment du 14 juillet, pour imposer la cessation du trafic clandestin des armes, la saisie des dépôts, le désarmement et la dissolution des ligues fascistes.

4.L'antifascisme comme nécessaire front des progressistes

En raison de la compréhension que nous avons de l'inévitable progression du fascisme, nous avons tenté au milieu des années 2000 de générer un [antifascisme](#) à la base, sur une base d'unité des progressistes. Nous n'avons été optimistes dans le succès de cette entreprise, pour deux raisons : tout d'abord, la négation de la menace pratiquée par le [trotskysme](#) et la frange anarchiste qui lui est alliée, ensuite en raison de l'anticommunisme forcené diffusé par l'[anarchisme](#).

Pour cette raison, notre appel et nos efforts à l'unité d'action antifasciste n'ont pas été couronnés de succès. Cela ne signifie pas pour autant une défaite politique, bien au contraire : nous avons assumé ce choix politique de l'antifascisme, et c'est une composante qu'il était nécessaire d'ajouter à notre matrice. A ce titre, nous ne sommes pas du tout dans la déception par le fait que nombre d'initiatives, principalement anarchistes, assume désormais, par un retournement à 180°, le principe de l'unité antifasciste.

Seulement, nous avertissons ici les antifascistes sincères : sans approfondir votre démarche – et cela dans le sens où nous l'avons fait – vous soulevez une question bien trop grande pour vous. Le fascisme est assassin, il est meurtrier, il est porté par des forces sociales immenses ; il ne consiste pas en une poignée de mercenaires et de gangsters, il n'est pas une gangrène qu'il serait possible de stopper. Le fascisme va vers la mobilisation de masses et seule une compréhension idéologique approfondie de l'anticapitalisme romantique permet de contrer cela, en sachant qu'au final ce sera la guerre civile.

En ce sens, nous appelons de nouveau et encore au Front des progressistes dans un cadre d'unité antifasciste le plus large possible, sur une base populaire et métissée, dans le refus du communautarisme et dans l'affirmation claire de la nécessité absolue de la révolution sociale.

Le Front des progressistes ne doit pas être soumis à la social-démocratie, ni rentrer dans le jeu des médias et des syndicats ; il doit être autonome par rapport aux institutions, revendiquant l'écologie dans son identité, il doit porter les valeurs de la classe ouvrière, l'exigence de la révolution sociale.

Seul cet antifascisme peut s'ancrer dans les masses populaires et ne pas être débordé par les inéluctables prochains sauts du fascisme, auxquels « l'antifascisme » petit-bourgeois n'aura strictement aucune réponse.

[PCMLM - Document 50 - Résolution stratégique, janvier 2014](#)

L'OFFENSIVE DU FASCISME ET LES TÂCHES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DANS LA LUTTE POUR L'UNITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE CONTRE LE FASCISME

Résolution sur le rapport du camarade Dimitrov, adoptée le 20 août 1935 [Extraits]

Le capital financier cherche à maîtriser l'indignation des masses petites-bourgeoises contre le capitalisme à l'aide de son agence fasciste, qui adapte démagogiquement ses mots d'ordre à l'état d'esprit de ces couches. C'est en se créant ainsi une base de masse et en dirigeant ces couches, comme une force réactionnaire,

contre la classe ouvrière, que le fascisme conduit à un asservissement encore plus accentué de tous les travailleurs par le capital financier (...).

Bien que le mouvement du front unique ne se trouve, pour le moment, qu'au début de son

développement, les ouvriers communistes et social-démocrates de France, luttant la main dans la main, ont réussi à repousser les premières attaques du fascisme, et ont exercé par là une action mobilisatrice sur le mouvement du front unique à l'échelle internationale.

La lutte armée commune des ouvriers social-démocrates et communistes en Autriche et en Espagne a montré aux travailleurs des autres pays non seulement un exemple héroïque, mais aussi l'entière possibilité d'une lutte efficace contre le fascisme, s'il n'y avait pas eu sabotage des chefs de droite, ni oscillations des chefs de « gauche » de la social-démocratie (et aussi, en Espagne, la trahison ouverte de la plupart des chefs anarcho-syndicalistes), dont l'influence sur les masses privait le prolétariat d'une direction révolutionnaire décidée et l'empêchait d'établir clairement les objectifs de la lutte (...).

II. Le front unique de la classe ouvrière contre le fascisme.

Devant la grave menace que représente le fascisme pour la classe ouvrière et pour toutes ses conquêtes, pour tous les travailleurs et leurs droits élémentaires, pour la paix et pour la liberté des peuples, le VIIe Congrès de l'Internationale Communiste déclare que la réalisation du front unique de la classe ouvrière est, à l'étape historique actuelle, la tâche principale immédiate du mouvement ouvrier international.

La lutte efficace contre l'offensive du capital, contre les mesures réactionnaires de la bourgeoisie, contre le fascisme, ce pire ennemi de tous les travailleurs qu'il prive de tous les droits et libertés, quelles que soient leurs opinions politiques, exige impérieusement que l'unité d'action de toutes les couches de la classe ouvrière, quelle que soit l'organisation à laquelle elles appartiennent, soit réalisée avant même que la majorité de la classe ouvrière

s'unisse sur la plate-forme commune de la lutte pour le renversement du capitalisme et la victoire de la révolution prolétarienne.

Mais c'est précisément pour cela que cette tâche fait un devoir aux Partis Communistes de tenir compte du changement de la situation et d'appliquer la tactique du front unique d'une nouvelle manière, s'efforçant d'obtenir un accord pour des actions communes avec les organisations de travailleurs des différentes tendances politiques à l'échelle de l'usine, à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale.

Partant de là, le VIIe Congrès de l'Internationale Communiste invite les Partis Communistes à s'inspirer, dans l'application de la tactique du front unique, des directives ci-après :

1. La défense des intérêts économiques et politiques immédiats de la classe ouvrière, la défense de celle-ci contre le fascisme doit être le point de départ et former le principal contenu du front unique des ouvriers dans tous les pays capitalistes.

Pour mettre en mouvement les grandes masses, il est nécessaire de mettre en avant des mots d'ordre et des formes de lutte qui découlent des besoins vitaux des masses, du niveau de leur capacité de combat à chaque étape donnée du développement.

Sans se borner aux seuls appels à la lutte pour la dictature du prolétariat, les communistes doivent indiquer aux masses ce qu'elles ont à faire aujourd'hui pour se défendre contre le pillage capitaliste et la barbarie fasciste.

Ils doivent, par l'action commune des organisations ouvrières, tendre à mobiliser les masses autour d'un programme de revendications visant à reporter effectivement les conséquences de la crise sur le dos des classes dominantes, des revendications telles que la lutte pour leur réalisation désorganise le fascisme, rende difficile la préparation de la guerre impérialiste, affaiblisse la bourgeoisie et renforce les positions du prolétariat.

Préparant la classe ouvrière à une succession rapide de formes et méthodes de lutte pour le cas où la situation viendrait à changer, il est nécessaire, dans la mesure où le mouvement se développe, d'organiser le passage de la défensive à l'offensive contre le capital et de s'orienter vers l'organisation de la grève politique de masse, en faisant tout pour assurer la participation à cette organisation des principaux syndicats du pays.

2. Sans renoncer un instant à leur travail indépendant de propagande communiste, d'organisation et de mobilisation des masses, les communistes doivent, pour faciliter aux ouvriers le chemin de l'unité d'action, s'efforcer de réaliser des actions communes avec les partis social-démocrates, les syndicats réformistes et autres organisations des travailleurs contre les ennemis de classe du prolétariat sur la base d'accords de brève ou de longue durée.

Ici, il faut prêter la plus grande attention au développement d'actions de masse réalisées à l'échelle locale par les organisations de base au moyen d'accords locaux.

En remplissant loyalement les conditions de l'accord, il est nécessaire de dévoiler à temps tout fait de sabotage des actions communes de la part des personnes et organisations participant au front unique et, en cas de rupture de l'accord, en appeler immédiatement aux masses en continuant inlassablement la lutte pour le rétablissement de l'unité d'action compromise.

3. Les formes de réalisation du front unique prolétarien, qui dépendent de l'état et du caractère des organisations ouvrières et de la situation concrète, doivent être variées.

Ces formes peuvent être, par exemple, des actions communes concertées des ouvriers, à telle ou telle occasion concrète, pour des revendications particulières ou sur la base d'une plate-forme commune ; actions concertées dans telle ou telle entreprise, dans

telle ou telle branche de production ; actions concertées à l'échelle locale, régionale, nationale ou internationale ; actions concertées pour l'organisation de la lutte économique des ouvriers, la défense des intérêts des chômeurs, la réalisation d'actions politiques de masse, l'organisation d'une autodéfense commune contre les agressions fascistes ; actions concertées pour l'aide aux détenus et leurs familles, pour la lutte contre la réaction sociale ; actions communes pour la défense des intérêts de la jeunesse et des femmes, dans le domaine coopératif, culturel, sportif ; actions communes pour soutenir les revendications des paysans travailleurs, etc. ; création d'alliances ouvrières ou ouvrières et paysannes (Espagne) ; création de coalitions durables sous la forme d'un parti ouvrier ou d'un « parti ouvrier et paysanne » (États-Unis, etc.).

Afin de développer le mouvement de front unique, en tant qu'œuvre des masses elles-mêmes, les communistes doivent tendre à créer des organismes de front unique de classe hors-parti par voie d'élection (ou, dans les pays de dictature fasciste, choisis parmi les participants les plus autorisés du mouvement) dans les entreprises, parmi les chômeurs, dans les quartiers ouvriers, parmi les petites gens des villes et dans les campagnes.

Seuls de tels organismes, qui ne doivent évidemment pas se substituer aux organisations participant au front unique, pourront englober dans le mouvement du front unique également l'immense masse inorganisée des travailleurs, pourront contribuer au développement de l'initiative des masses dans la lutte contre l'offensive du capital et contre le fascisme et, sur cette base, à la création d'un large actif ouvrier du front unique.

4. Partout où les chefs de la social-démocratie, cherchant à détourner les ouvriers de la lutte pour la défense de leurs intérêts quotidiens et à faire échouer l'établissement du front unique, mettent en avant des projets « socialistes » grandiloquents (plan

de Man et autres), il faut dévoiler le caractère démagogique de pareils projets, en expliquant aux travailleurs l'impossibilité de réaliser le socialisme aussi longtemps que le pouvoir reste entre les mains de la bourgeoisie.

Toutefois, il convient d'utiliser, en même temps, telle ou telle mesure proposée dans ces projets et que l'on peut relier aux revendications vitales des travailleurs, comme point de départ pour développer la lutte de masse sur un front unique, en commun avec les ouvriers social-démocrates.

Dans les pays où le pouvoir est exercé par des gouvernements social-démocrates (ou des gouvernements de coalition avec participation des socialistes), il ne faut pas se borner à dénoncer par la propagande seule la politique d'un tel gouvernement ; il est nécessaire de mobiliser les larges masses autour de la lutte pour la réalisation de leurs revendications pratiques et vitales de classe, revendications dont les social-démocrates proclamaient la réalisation dans leurs plateformes, notamment lorsqu'ils n'étaient pas encore au pouvoir ou ne faisaient pas encore partie du gouvernement.

5. Les actions communes avec les partis et organisations social-démocrates, non seulement n'excluent pas mais, au contraire, rendent encore plus nécessaires une critique sérieuse et motivée du réformisme, du social-démocratisme, en tant qu'idéologie et pratique de la collaboration de classe avec la bourgeoisie, ainsi qu'une explication patiente, aux ouvriers social-démocrates, des principes et du programme du communisme.

Dévoilant devant les masses le sens des arguments démagogiques des chefs social-démocrates de droite contre le front unique, intensifiant la lutte contre la partie réactionnaire de la social-démocratie, les communistes doivent établir la collaboration la plus étroite avec ceux des ouvriers, militants et organisations social-démocrates de gauche qui luttent contre la politique réformiste et

s'affirment pour le front unique avec le Parti Communiste.

Plus nous accentuerons notre lutte contre le camp réactionnaire de la social-démocratie formant bloc avec la bourgeoisie, plus effective sera notre aide aux éléments social-démocrates qui deviennent révolutionnaires. De même, la lutte la plus résolue des communistes pour le front unique avec les partis social-démocrates accélérera, à l'intérieur du camp de gauche, le processus de l'autodétermination de ses divers éléments.

La question de l'attitude vis-à-vis de la réalisation pratique du front unique sera le principal indice des positions effectives prises par les différents groupements de la social-démocratie.

Dans le cours de la lutte pour la réalisation pratique du front unique, ceux des chefs social-démocrates qui se présentent, en paroles, comme étant de la gauche seront contraints de montrer pratiquement qui d'entre eux est effectivement prêt à lutter contre la bourgeoisie et les social-démocrates de droite et qui est, avec la bourgeoisie, contre la cause de la classe ouvrière.

6. Les campagnes électorales doivent être utilisées pour poursuivre le développement et l'affermissement du front unique de lutte du prolétariat.

En se présentant aux élections d'une façon indépendante, en développant devant les masses le programme du Parti Communiste, les communistes doivent tendre à l'établissement du front unique avec les partis social-démocrates et les syndicats (ainsi qu'avec les organisations des paysans travailleurs, des artisans, etc.) en appliquant tous les efforts pour empêcher l'élection des candidats réactionnaires et fascistes.

Face au danger fasciste, les communistes peuvent, en tenant compte du développement et des succès du mouvement de front unique ainsi que du système électoral en vigueur, mener la campagne électorale avec une

plate-forme commune et des listes communes de front antifasciste, en se réservant la liberté de leur propagande politique et la liberté de critique.

7. Visant à unifier, sous la direction du prolétariat, la lutte de la paysannerie travailleuse, de la petite bourgeoisie des villes et des masses travailleuses des nationalités opprimées, les communistes doivent s'efforcer de créer un large front populaire antifasciste sur la base du front unique prolétarien, en défendant toutes les revendications spéciales de ces couches de travailleurs qui vont dans le sens des intérêts fondamentaux du prolétariat.

Il importe particulièrement de mobiliser les paysans travailleurs contre la politique fasciste de spoliation des masses paysannes essentielles, contre leur exploitation par la politique des prix du capital monopoliste et des gouvernements bourgeois, contre le fardeau exorbitant des impôts, les fermages, l'endettement, contre les ventes-saisies des biens des paysans, pour le secours de l'État à la paysannerie ruinée. Travaillant partout parmi la petite bourgeoisie urbaine et les intellectuels, ainsi que parmi les employés, il est nécessaire de dresser ces couches contre l'augmentation des impôts et la vie chère, contre leur spoliation par le capital monopoliste, par les trusts, contre l'esclavage de l'usure, contre les licenciements et la réduction des traitements des travailleurs de l'État et des municipalités.

En défendant les intérêts et les droits des intellectuels avancés, il faut soutenir par tous les moyens leur mouvement contre la réaction culturelle et faciliter leur passage aux côtés de la classe ouvrière dans la lutte contre le fascisme.

8. Dans les conditions d'une crise politique, lorsque les classes gouvernantes ne peuvent plus avoir raison du puissant essor du mouvement de masse, les communistes doivent mettre en avant des mots d'ordre révolutionnaires fondamentaux (par exemple le

contrôle de la production, des banques, licenciement de la police, son remplacement par une milice ouvrière armée, etc.), tendant à ébranler encore davantage le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie et à augmenter les forces de la classe ouvrière, à isoler les partis conciliateurs — des mots d'ordre rapprochant de près les masses ouvrières de la prise révolutionnaire du pouvoir.

Si au moment d'une telle poussée du mouvement de masse il apparaît possible et nécessaire, dans l'intérêt du prolétariat, de créer un gouvernement de front unique prolétarien ou de front populaire antifasciste, qui ne sera pas encore un gouvernement de dictature du prolétariat, mais qui s'engagera à prendre des mesures énergiques contre le fascisme et la réaction, le Parti Communiste soit tendre à la création d'un tel gouvernement.

La condition essentielle pour qu'un tel gouvernement de front unique soit créé est la situation suivante :

a) lorsque l'appareil d'État de la bourgeoisie est fortement paralysé, au point que la bourgeoisie n'est pas en état d'empêcher la création d'un tel gouvernement ;

b) lorsque les grandes masses de travailleurs se dressent contre le fascisme et la réaction, mais ne sont pas encore prêtes à se soulever pour la lutte pour le pouvoir soviétique ;

c) lorsqu'une partie considérable des organisations de la social-démocratie et des autres partis qui participent au front unique réclame déjà des mesures impitoyables contre les fascistes et les autres réactionnaires, et est prête à lutter en commun avec les communistes pour l'application de ces mesures.

Pour autant que le gouvernement de front unique prendra effectivement des mesures décisives contre les magnats contre-révolutionnaires de la finance et leurs agents fascistes et ne gênera en aucune manière l'activité du Parti Communiste et la lutte de la classe ouvrière, le Parti Communiste soutiendra par tous les moyens ce gouvernement, la participation des communistes au gouvernement

de front unique devant être décidée dans chaque cas particulier en tenant compte de la situation concrète.

IV. Les tâches des communistes dans les différents secteurs du mouvement antifasciste.

1. Le congrès attire l'attention la plus sérieuse sur la nécessité d'une lutte idéologique systématique contre le fascisme.

Considérant que le chauvinisme est la principale et la plus dangereuse forme de l'idéologie fasciste, il est nécessaire de montrer aux masses que la bourgeoisie fasciste, sous prétexte de défendre les intérêts de la nation tout entière, réalise sa politique intéressée de classe, politique d'oppression et d'exploitation de son propre peuple, comme aussi de spoliation et d'asservissement d'autres peuples.

Il importe de montrer que la classe ouvrière, qui lutte contre tout esclavage et toute oppression nationale, est le seul, le véritable champion de la liberté nationale et de l'indépendance du peuple. Les communistes doivent combattre énergiquement la falsification fasciste de l'histoire du peuple en faisant tout pour éclairer les masses travailleuses d'une façon historiquement juste et dans un esprit véritablement léniniste-staliniste, sur le passé de leur propre peuple, afin de relier sa lutte actuelle avec les traditions révolutionnaires du passé.

Le congrès met en garde contre toute attitude dédaigneuse à l'égard de la question de l'indépendance nationale et des sentiments nationaux des grandes masses populaires, attitude qui facilite le développement des campagnes chauvines du fascisme (Sarre, régions allemandes de la Tchécoslovaquie, etc...); il insiste sur la nécessité d'une application juste et concrète de la politique nationale léniniste-staliniste.

Adversaires de principe intransigeantes du nationalisme bourgeois dans toutes ses variétés,

les communistes ne sont nullement partisans du nihilisme national, d'une attitude de dédain à l'égard du sort de son propre peuple.

2. Les communistes doivent entrer dans toutes les organisations fascistes de masse ayant le monopole de la légalité dans les pays respectifs, utilisant à cet effet la moindre possibilité légale ou semi-légale de travail dans ces organisations, afin d'opposer les intérêts des masses qui en font partie à la politique du fascisme et de décomposer sa base de masse.

En commençant par les mouvements les plus élémentaires de protestation autour des besoins vitaux des travailleurs, les communistes doivent, par une tactique souple, s'efforcer d'entraîner dans le mouvement des masses de plus en plus nombreuses et surtout les ouvriers qui, par inconscience, suivent encore les fascistes. Au fur et à mesure que le mouvement s'étend en largeur et en profondeur, il faut changer les mots d'ordre de lutte en préparant le renversement de la dictature fasciste avec l'aide des masses mêmes qui se trouvent dans les organisations fascistes.

3. En défendant énergiquement et avec conséquence les intérêts et les revendications des chômeurs, en les organisant et les conduisant à la lutte pour l'obtention du travail, pour des allocations suffisantes, pour les assurances, etc..., les communistes doivent entraîner les chômeurs dans le mouvement de front unique, éliminant de toutes les façons l'influence du fascisme dans leur milieu. Ce faisant, il faut tenir rigoureusement compte des particularités des différentes catégories de chômeurs (qualifiés et non qualifiés, organisés et inorganisés, hommes et femmes, jeunesse, etc...).

4. Le congrès insiste devant tous les Partis Communistes des pays capitalistes sur le rôle extrêmement important de la jeunesse dans la lutte contre le fascisme. C'est principalement dans les rangs de la jeunesse que le fascisme

recrute ses détachements de choc.

Combattant la sous-estimation de l'importance du travail de masse parmi la jeunesse travailleuse, prenant des mesures effectives pour en finir avec le caractère fermé des organisations des jeunes communistes, les Partis Communistes doivent contribuer de toutes les façons à grouper les forces de toutes les organisations non fascistes de masse des jeunes, et notamment, des organisations de jeunes des syndicats et des coopératives, etc., sur la base du plus large front unique, allant jusqu'à la création de toutes sortes d'organisations communes pour la lutte contre le fascisme, contre la spoliation inouïe de la jeunesse des tous ses droits et sa militarisation pour les intérêts économiques et culturels de la jeune génération.

Il faut poser le problème de la création d'une association antifasciste des jeunes communistes et socialistes, sur une plate-forme de lutte de classes. Les Partis Communistes doivent aider par tous les moyens au développement et au renforcement des organisations des jeunes communistes.

5. La nécessité vitale d'entraîner dans le Front populaire unique des millions de femmes travailleuses, et en premier lieu les ouvrières et les paysannes travailleuses, quelles que soient leurs opinions de parti ou leurs convictions religieuses, exige des communistes une activité renforcée en vue de développer un mouvement de masse parmi les femmes travailleuses autour de la lutte pour leurs revendications et intérêts vitaux, notamment dans la lutte contre la vie

chère, l'inégalité de la femme et son asservissement par le fascisme, contre les licenciements massifs, pour l'augmentation des salaires selon le principe : « À travail égal, salaire égal », contre le danger de guerre.

Il faut, dans chaque pays, ainsi qu'à l'échelle internationale, appliquer avec souplesse les formes d'organisation les plus diverses afin d'établir un contact et d'assurer le travail en commun des organisations féminines révolutionnaires, social-démocrates et progressistes, avec garantie de la liberté d'opinion et de critique, sans reculer devant la création, là où il le faudra, d'organisations féminines distinctes.

6. Les communistes doivent lutter pour entraîner dans les rangs du front unique du prolétariat et du front populaire antifasciste les organisations coopératives.

Il faut que les communistes prêtent une aide des plus actives dans la lutte des coopératives pour les intérêts vitaux de leurs membres, notamment dans la lutte contre la vie chère, pour les crédits, contre l'introduction de droits de douane spoliateurs et de nouveaux impôts, contre la limitation de l'activité des coopératives et leur destruction par les fascistes, etc.

7. Les communistes doivent prendre l'initiative de la création d'une autodéfense antifasciste de masse contre l'agression des bandes fascistes, autodéfense composée des éléments fermes et éprouvés du mouvement de front unique.